

TRIMESTRIEL : JUILLET/AOÛT/SEPTEMBRE 2023 - 6€

GRESEA ÉCHOS N. 115

Belgique-België
P.P. Bruxelles 1
1/1770
P601044
Envoi
non prioritaire
à taxe réduite

GRESEA ÉCHOS

Revue trimestrielle du Groupe de REcherche pour une Stratégie Économique Alternative

L'AMÉRIQUE LATINE DANS TOUS SES ÉTATS L'INTÉGRATION EN DÉBAT



Gresea Échos N°115
Trimestriel : Juillet/Août/Septembre 2023

Photo couverture

Isenbergkate, Mural de Pavel Égüez en la Universidad Andina Simón Bolívar-Flickr
ISSN: 1377-7718

Editeur responsable:

Bruno Bauraind, c/o GRESEA

Comité de rédaction:

Bruno Bauraind, Anne Dufresne, Sebastian Franco,
Romain Gelin, Natalia Hirtz, Cédric Leterme.

Maquette

Giorgio Grasso

Mise en page

Nathalie Van Verre

Relecture

Anne-Lise Maréchal
Nathalie Van Verre
Fabrice Renière

Réalisé avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Disponible dans les librairies

La boutique du DK

Rue de Danemark, 70b, 1060 Bruxelles

La vieille Chéchette

Rue du Monténégro 2-6, 1060 Bruxelles

Presses Universitaires de Bruxelles

Avenue Paul Héger 42, 1000 Bruxelles

Papyrus

Chaussée de Charleroi 269, 1060 Bruxelles

Press&Café

Avenue Albert 2, 1190 Bruxelles

La Licorne

Chaussée d'Alsenberg 715, 1180 Bruxelles

Candide

Place G. Brugmann, 1-2, 1050 Bruxelles

Poëtini

Rue de Roumanie 28, 1060 Bruxelles

Météores

207 rue Blaes, 1000 Bruxelles

Pax

Place Général Lemans 14, 4000 Liège

Livre aux trésors

Place Xavier-Neujean 27A, 4000 Liège

Papyrus

Rue Bas de la Place 16, 5000 Namur

Point-Virgule

Rue Lelièvre 1, 5000 Namur

Gérard Christian

Avenue des Combattants 10, 5000 Namur

Tropismes

Galerie des Princes 11 1000 Bruxelles

PointCulture

Rue Royale 145, 1000 Bruxelles

Riktus

Avenue Jean Volders 40, 1060 Bruxelles

À Livre Ouvert

Rue Saint-Lambert 116, 1200 Bruxelles

Toute la Presse

Avenue de Tervueren 14, 1040 Bruxelles

Tulitu

Rue de Flandre 55, 1000 Bruxelles

Centrale, Saint-Gilles

Avenue A. Demeur 63-65, 1060 Bruxelles

Ozfair

Rue Jean Volders 9, 1060 Bruxelles

Presse d'Or

Chaussée d'Ixelles 29, 1050 Bruxelles

La Presse Internationale

rue du Noyer 238, 1030 Bruxelles

Quartier Libre

Chaussée d'Alsenberg 374, 1180 Bruxelles

Victor, Marguerite et Cie

Rue de Savoie, 1060 Saint Gilles

Par Chemins

Rue Berthelot 116, 1190 Forest



ABONNEMENT

18 euros/4 numéros
(6 euros/numéro)

Tarif étudiant et allocataire social

8 euros/4 numéros - 3 euros/numéro

IBAN: BE08-0682-4646-5913

BIC (swift): GKCCBEBB

N°Entreprise: 0420-806-883

GRESEA Asbl

*Groupe de Recherche pour une
Stratégie économique Alternative*

Rue Royale 11, B-1000 Bruxelles

Tél. + 32(0)22197076

Email: info@gresea.be

Site: www.gresea.be

S O M M A I R E

Éditorial

Un sommet pour l'exemple

Sebastian Franco, Gresea *p. 3*

1. Les dilemmes du progressisme dans la CELAC

Claudio Katz *p. 9*

2. Dynamiser l'intégration dans la région latino-américaine et caribéenne

Lourdes María Regueiro Bello et
Claudia Marín Suárez, CIPI *p. 25*

3. Faire du neuf avec du vieux

La dangereuse offensive des droites en Amérique latine

Instituto Tricontinental de
Investigación Social *p. 37*

4. Continuités, ruptures et hésitations dans les relations Europe-Amérique latine

Sebastian Franco, Gresea *p. 53*



ÉDITORIAL

Ce Gresea Échos est dédié à toutes les victimes du coup d'État au Chili il y a 50 ans et à toutes celles et ceux qui aujourd'hui continuent de résister aux forces fascistes partout dans le monde.

Un sommet pour l'exemple

Un sommet entre l'Union européenne et la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) vient de se conclure à Bruxelles (17-18 juillet 2023). Un tel sommet entre les 27 pays européens et les 33 pays latino-américains et caribéens n'avait plus eu lieu depuis 2015. La rencontre a une importance géopolitique : ensemble, les deux blocs constituent près d'un tiers des pays représentés au sein des Nations Unies et plus de 20% du PIB mondial.

Pour l'Union européenne, les attentes étaient grandes : relancer un « partenariat stratégique » basé sur « des valeurs communes », remettre à jour les relations commerciales (l'UE a des accords commerciaux, politiques et de coopération avec 27 des 33 pays de la région) et redonner un nouveau souffle à l'investissement (l'UE est le premier investisseur dans la région), en particulier dans la « transition verte et digitale » et le domaine des « matériaux critiques ». Les contacts diplomatiques intenses des derniers mois, notamment les visites de Josep Borrell¹ et d'Ursula

1. Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

ÉDITORIAL

von der Leyen¹ en Amérique latine, témoignent de l'importance qu'accordent les autorités européennes à ce sommet.

Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ce sommet était l'occasion de se positionner en tant que force géopolitique émergente dans un monde en pleine redéfinition multipolaire. Une force géopolitique qui s'appuie sur la taille du bloc (600 millions d'habitants), d'importantes ressources naturelles et agricoles et un potentiel écologique gigantesque ; une occasion de dépasser, ne serait-ce que partiellement, l'asymétrie et la dépendance qui ont caractérisé les relations entre la région et ses anciennes puissances coloniales.

Pour affronter une stratégie claire et rodée de l'UE ainsi que ses tentatives de division – dont se sont plaints plusieurs gouvernements – l'Amérique latine et les Caraïbes se devaient d'être unies et de parler d'une seule voix.

En effet, l'unité politique au sein de la CELAC et l'intégration économique qui la sous-tend est une des clés, sinon la clé, de son protagonisme au niveau mondial. Au début du 18^e siècle, Simón Bolívar², *El Libertador*, proclamait déjà : « *Dans l'unité de nos nations repose l'avenir glorieux de nos peuples.* » Deux siècles plus tard, cette question est encore au cœur de la politique latino-américaine et caribéenne.

Les conditions de cette unité, les obstacles et les contradictions qu'elle génère ainsi que les forces politiques et économiques qui s'y opposent sont au cœur de ce numéro du *Gresea Échos*. En abordant la question de l'Amérique latine et des Caraïbes sous cet angle, nous avons voulu donner des clés de compréhension d'une question qui agite le continent depuis l'indépendance de ses nations et qui détermine en grande partie le rôle que joue et pourra jouer le sous-continent dans le contexte des grands chamboulements et des crises mondiales.

1. Présidente de la Commission européenne.

2. Simón Bolívar (1783-1830) général et homme d'État vénézuélien, est considéré comme le père de l'unité latino-américaine.

ÉDITORIAL

Le premier article de l'économiste argentin, Claudio Katz, se penche de manière exhaustive sur les rapports entre nations et gouvernements du sous-continent et leurs conséquences sur le processus d'intégration latino-américaine et caribéenne, qui se sont cristallisés lors du dernier sommet de la CELAC en janvier 2023 à Buenos Aires. L'article décrit avec précision les intérêts contradictoires qui s'opposent à une réelle coopération entre nations.

Le deuxième article, des chercheuses cubaines Lourdes Maria Rigueiro et Claudia Marin, passe en revue les dynamiques au sein des institutions latino-américaines créées pour l'intégration (ALBA, UNASUR, CELAC entre autres), plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs vu le jour au début du millénaire lors de la première vague rose (Chávez, Morales, Lula, etc.). Les deux chercheuses posent ainsi les éléments qui pourraient favoriser une relance des processus d'intégration après la restauration conservatrice des dernières années.

Le troisième article, publié par l'Institut Tricontinental, fait un état des lieux précis des relations entre les élites économiques latino-américaines et les droites et extrêmes droites sur le continent. Cette réalité assez méconnue en Europe est pourtant importante pour l'unité latino-américaine et caribéenne, la droite et l'extrême droite étant en définitive les agents de la soumission du sous-continent aux diktats venus du Nord. Qui plus est, elles représentent une menace puissante pour les fragiles démocraties latino-américaines. Elles sont enfin les ennemies jurées de tous les projets progressistes et populaires.

En conclusion de ce numéro, nous reviendrons sur les résultats du Sommet UE-CELAC ainsi que sur les activités des mouvements sociaux en marge de celui-ci. Car si l'avenir des relations internationales dépend fortement des politiques gouvernementales de chaque pays ou blocs, le rôle des mouvements sociaux et des populations organisées reste un phare nécessaire pour que celles-ci prennent en compte l'intérêt des peuples et de la nature, ici comme là-bas.

Claudio Katz

Les dilemmes du progressisme dans la CELAC*

[Retours sur le sommet de la CELAC
du 24 janvier 2023 à Buenos Aires, Argentine]

[À l'encontre d'une image homogène du progressisme en Amérique latine, cet article parcourt les débats et les contradictions qui agitent la relation entre les différents gouvernements de gauche du sous-continent et révèle les faiblesses du processus d'intégration. Ce faisant, il invite les forces sociales et politiques à s'emparer de ces questions pour pousser à une plus forte unité politique et à une articulation économique capable de répondre aux défis du monde actuel.]

* Article publié dans sa version originale espagnole le 31 janvier 2023 sur le site de l'auteur (<https://katz.lahaine.org>). Les phrases ou mots entre crochets constituent des ajouts apportés à la version originale afin d'améliorer la compréhension du texte pour un public francophone.

Les dilemmes du progressisme dans la CELAC

Claudio Katz

Le sommet de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) de Buenos Aires a confirmé la nouvelle hégémonie du progressisme en Amérique latine. C'est en 2010 que les forces progressistes ont créé cette organisation qui, pour la première fois, regroupait les 33 pays de la région (avec la présence de Cuba et l'exclusion des États-Unis). Les discours dénonçant les agissements de la droite et le *golpisme*¹ dans la région ont confirmé le ton progressiste de la rencontre.

Les présidents de gauche récemment élus (Brésil, Colombie) ainsi que ceux de la vague précédente (Bolivie, Chili, Honduras) ou leurs délégués (Mexique) ont participé au sommet. La présidence argentine a également invité le mandataire cubain et une délégation vénézuélienne ; le président Nicolás Maduro, fortement contesté par les médias, était absent du sommet.

Des pays de la région gouvernés par la droite, l'Équateur a opté pour l'absentéisme, le Paraguay et l'Uruguay devant subir un isolement inconfortable. Dans son intervention, le président uruguayen a déploré le biais idéologique de la CELAC. Mais les plaintes du président uruguayen n'ont fait qu'illustrer l'affaiblissement de son camp politique. Ce déclin s'était déjà manifesté l'année dernière, lors de la première relance de la CELAC promue par la présidence mexicaine ; à l'époque, les présidents colombien, brésilien et chilien avaient boycotté le sommet, laissant les mandataires uruguayens et paraguayens se débrouiller seuls dans cet environnement hostile.

La résurgence de la CELAC est en effet particulièrement douloureuse pour les partisans de la restauration conservatrice. Au cours de la dernière décennie, ils ont paralysé cette institution ainsi que l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). Cette dernière a perdu sept de ses douze membres initiaux et était sur le point de disparaître lorsque le président équatorien a fermé son siège à Quito.

1. [Référence à la pratique régulière en Amérique latine des coups d'État, qu'ils soient militaires ou judiciaires.]

Pour masquer le recul de la droite, les médias ont discrédité le sommet de Buenos Aires, en soulignant son inefficacité et ses désaccords internes¹. Cependant, ils se sont bien gardés de mentionner la crise bien plus profonde à laquelle sont confrontés les rivaux de l'Organisation des États américains (OEA)² et du Groupe de Lima³ ; la paralysie de la première et la dissolution du second en témoignent pourtant.

La droite a tenté de masquer sa faiblesse en créant un scandale autour de la venue de Nicolás Maduro. Patricia Bullrich, ex-ministre de l'ancien président argentin Mauricio Macri, a même demandé son arrestation et a présenté l'annulation du voyage de Maduro à Buenos Aires comme une grande victoire. Pourtant, Maduro a été la cible d'innombrables tentatives d'assassinat, tout comme Cristina Fernández de Kirchner, il y a quelques mois⁴. L'absence du président vénézuélien pour des raisons sécuritaires était donc tout à fait justifiée. Rappelons également qu'un avion en provenance du Venezuela avait été bloqué en Argentine par des juges macristes. Une action favorisée par la passivité du gouvernement Fernández.

Ce n'est donc pas la droite qui a empêché la présence de Maduro ; sa mobilisation était dérisoire par rapport aux manifestants qui ont entouré l'événement de revendications démocratiques et anti-impérialistes. Les médias ont simplement exagéré leur nombre. Mais leur mobilisation est passée inaperçue dans les rues. Maduro ne craignait d'ailleurs pas une confrontation avec des opposants ; il s'est désisté afin de ne pas nuire au bon déroulement politique de la réunion.

1. C. Pagni, « De una cumbre anacrónica a un mamarracho judicial », *La Nación*, 26 janvier 2023. [En ligne].

2. [Organisation des États Américains : organisation intergouvernementale fondée en 1948 et dont le siège se trouve à Washington. Elle est considérée comme l'outil des États-Unis pour imposer ses volontés dans la région.]

3. [Organisation multilatérale regroupant depuis 2017 les gouvernements d'Etat latino-américain hostiles au régime vénézuélien.]

4. [En septembre 2022, l'ancienne présidente argentine a été la cible d'une tentative d'assassinat ; voir *Le Monde*, 2 septembre 2022.]

5. [6^e Sommet de la CELAC qui s'est tenu au Mexique en septembre 2021.]

Vers une relance du Mercosur ?

Si l'année dernière⁵ López Obrador (Mexique) s'était imposé comme le leader du sommet, c'est à Lula (Brésil) qu'est revenu ce rôle à Buenos Aires. Il ne doit pas seulement sa notoriété au fait que son troisième mandat a débuté par une victoire sur la tentative de coup d'État de partisans de Bolsonaro. Lula a aussi adopté une stratégie à moyen terme visant à redonner au Brésil sa place dans la région en renforçant ses liens avec l'Argentine. Ce qui explique pourquoi il n'a pas tari d'éloges sur Alberto Fernández, le président argentin.

Le moteur de cette relance bilatérale est la reconstitution du Marché commun du sud (Mercosur). Lula et Fernández ont en effet signé un accord ambitieux pour renforcer l'intégration des deux économies dans 15 domaines [...]. Le dirigeant brésilien aspire ainsi à repositionner son pays à l'avant-garde de la région dans les négociations avec les grandes puissances.

Mais une relance du Mercosur passe par une re-composition préalable de l'équilibre interne du Brésil entre deux secteurs capitalistes très différents : les industries agricoles et manufacturières. Lula soutient plutôt le premier secteur avec la reprise des négociations pour finaliser l'accord de libre-échange du Mercosur avec l'Union européenne. Macri et Bolsonaro étaient sur le point de signer cet accord en 2019, mais ils n'ont pas réussi à apaiser les craintes des agriculteurs européens

(en particulier français) face à l'afflux potentiel d'exportations compétitives en provenance d'Amérique du Sud.

Lula a donc cherché le soutien de Fernández (et de l'agro-industrie argentine) pour parvenir à un accord dans les prochains mois. Il propose des clauses environnementales qui protégeraient les partenaires du vieux continent d'un déferlement de marchandises en provenance du Nouveau Monde ; ces règles interdiraient l'exportation de denrées alimentaires produites dans des zones déboisées, ce qui limiterait d'office les volumes de produits exportés.

La grande campagne de Lula contre les latifundistes – propriétaires terriens qui développent l'élevage extensif de soja et de bétail en dévastant l'Amazonie – allie la protection de l'environnement à une limitation des exportations vers l'Europe. Il a déjà réussi à débloquer des fonds internationaux pour la protection environnementale et promet de lier toute augmentation des ventes à l'étranger à une augmentation de la productivité dans le secteur (et non à l'extension de la frontière agricole).

De leur côté, les industriels de São Paulo sont réticents à un accord avec l'Europe qui n'ouvrirait pas de nouveaux marchés et comporte le risque d'importations défavorables. Ils ont énormément profité du Mercosur que Lula relance aujourd'hui à travers diverses initiatives. Les industriels de São Paulo ont profité de cette union douanière notamment dans le secteur automobile et espèrent engranger davantage de bénéfices grâce aux nouvelles activités intégrées à l'accord par les négociations récentes

et à venir (construction navale, textile, cordonnerie, fournitures militaires).

Lula a également proposé à son homologue argentin l'utilisation d'un mécanisme de financement du commerce interrégional, par le biais d'une unité de compte¹ qui existe déjà, mais qui est en sommeil depuis 2008. Cet instrument permettrait de limiter l'utilisation du dollar dans les échanges commerciaux entre les deux pays, grâce à des crédits accordés et compensés par les banques centrales qui utiliseraient leurs propres moyens de paiement.

L'unité de compte commun SUR remplirait cette fonction et compléterait la hausse des crédits que le Brésil accorderait à son client argentin pour financer les exportations qui en résulteraient [Brasilia est le 4^{ème} investisseur étranger en Argentine]. Ce schéma, très courant dans l'activité commerciale d'autres régions, trouve son ébauche dans les pays de l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) avec le Système unique de Compensation régionale (SUCRE). Mais on est loin d'une monnaie commune ou d'un fonds de stabilisation partagé qui poserait les bases d'une Nouvelle Architecture Financière (NAF)². Pour l'heure, ce schéma favorise une forte augmentation des ventes des entreprises brésiliennes vers l'Argentine.

Les faiblesses structurelles du Mercosur

Les propositions brésiliennes de réformes monétaires et financières apportent une réponse immédiate au manque de devises de l'Argentine pour son approvisionnement en importations. Ce déficit

1. [En économie, une unité de compte est une unité standardisée qui permet de mesurer la valeur des échanges et des stocks de biens et services ou d'actifs. En général cette unité de compte est le dollar états-unien.]

2. J. Gambina, « ¿Moneda común o única para la región? Asignaturas pendientes de la política », *El Cronista*, 25 janvier 2023. [En ligne]. Nouvelle Architecture Financière (NAF) ou Nouvelle Architecture Financière Régionale (NAFR), référence à une proposition du début des années 2000 discutée depuis lors dans différents contextes latino-américains. Cette proposition contemple la création d'une banque régionale de développement, d'un fonds de réserve et d'un mécanisme de compensation des paiements qui pourrait mener vers une monnaie commune régionale.

résulte de l'étroite surveillance du Fonds Monétaire International (FMI) sur des réserves de change qui s'amenuisent.

Mais personne ne sait comment la banque centrale brésilienne garantirait ses engagements dans le cadre d'un tel accord. Un autre point d'interrogation concerne les effets de l'augmentation du déficit commercial industriel argentin prévue par l'accord. Il existe certes une corrélation positive entre la croissance du Brésil et le PIB de l'Argentine, mais la locomotive brésilienne fonctionne grâce à la subordination de son voisin du sud.

Cette subordination économique sera renforcée par le financement brésilien de l'expansion du gazoduc qui distribue le combustible produit à Vaca Muerta (Patagonie-Argentine)¹. Pour les industriels brésiliens, cet approvisionnement énergétique – qui arrivera à Porto Alegre à des prix compétitifs – constitue l'attrait principal de la relance du Mercosur. Ces derniers sont en effet confrontés à une diminution de l'offre de gaz bolivien, en raison de l'inévitable épuisement de ses réserves. Dans un avenir proche, l'Argentine pourrait ainsi tripler ses exportations de gaz, mais cela ne ferait que renforcer le modèle extractiviste d'une économie qui se dirige définitivement vers la primarisation.

La recomposition du Mercosur passe également par la présence pérenne de l'Uruguay, qui envisage de son côté un accord de libre-échange avec la Chine. L'establishment du pays entend multiplier ses exportations de produits alimentaires vers la Chine et ne se sent pas réellement menacé par le flux d'importations escomptées. L'Uruguay ne dispose pas [au contraire d'autres membres du Mercosur], d'industries exposées à la concurrence

asiatique. Le Paraguay n'a pour l'instant pas indiqué s'il s'engagerait dans cette voie.

Lula a cherché à dissuader le président uruguayen d'entreprendre une telle démarche en mettant en avant l'attrait de l'accord avec l'Union européenne sur le plan des exportations. Il a également évoqué la possibilité de conclure un accord avec la Chine sous sa propre direction. Dans le même but, les dirigeants brésiliens cherchent à introduire la Bolivie et à réincorporer le Venezuela dans le Mercosur.

Mais la relance du Mercosur implique la bonne santé de l'économie brésilienne. Or, son PIB par habitant est pratiquement au point mort depuis plus d'une décennie et l'emploi ne progresse pas². Cette stagnation n'est pas seulement conjoncturelle ou la conséquence d'un scénario international défavorable généré par la pandémie et la guerre. Le Brésil connaît un grave déclin depuis de nombreuses années en raison des faiblesses structurelles d'une économie semi-périphérique fortement touchée par la réorganisation du capitalisme mondial. Ce déclin explique pourquoi le Brésil est incapable d'exercer un rôle analogue à celui de l'Allemagne en Europe et ne fait pas preuve de la vitalité productive nécessaire pour remettre le Mercosur sur les rails.

Cette faiblesse explique pourquoi la défaite de l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques), promue par Washington, n'a pas entraîné le développement de l'union douanière sud-américaine. Au contraire, le processus s'est affaibli tandis que ses petits partenaires (Uruguay, Paraguay, membres de l'alliance ainsi que le Chili et la Bolivie, pays associés à l'alliance) cherchaient des liens alternatifs avec d'autres acteurs majeurs³.

1. [Le site de Vaca Muerta, dans la province de Neuquén, en Patagonie, abrite la deuxième réserve mondiale de gaz de schiste et la quatrième pour le pétrole de schiste.]

2. A. Villalobos, « La política económica de Lula estará muy condicionada por sus compromisos con el establishment », *Tiempo argentino*, 31 octobre 2022. [En ligne].

3. A. Malamud, « El Mercosur no es el problema », *Clarín*, 25 juillet 2022. [En ligne].

En outre, lors de sa précédente administration, Lula a sapé l'initiative visant à créer une organisation financière régionale (Banque du Sud), et ce afin de privilégier les activités des banques brésiliennes par le biais de leur propre entité (BNDES¹)².

Le Mercosur rencontre donc de sérieuses difficultés internes pour transformer la CELAC en un moteur majeur de l'intégration latino-américaine. Mais cette dernière est aussi aux prises avec des forces de désintégration dans son propre environnement.

Fractures internes dans la CELAC : les accords de libre-échange

Le principal obstacle auquel se heurte la CELAC pour relancer l'intégration régionale est la prééminence des accords de libre-échange entre ses membres et le reste du monde. Ces accords sont acceptés par les gouvernements de la nouvelle vague progressiste ; personne ne conteste leur continuité. Dans les pays où ces accords sont en œuvre, leur révision n'est pas non plus à l'ordre du jour. Ils sont considérés comme un élément naturel de l'économie, c'est pourquoi les initiatives pour les étendre à d'autres coins de la planète fleurissent. La fragmentation de la région qui en résulte – toujours favorisée par le néolibéralisme – est de facto acceptée par ses rivaux de centre gauche.

Ce scénario est particulièrement vrai parmi les quatre membres de l'Alliance du Pacifique (Chili, Colombie, Pérou, Mexique), dont les nouvelles administrations progressistes ont ratifié les accords

de libre-échange existants. L'objectif des droits de douane nuls est encore prôné, ce qui favorise l'expansion d'un commerce sans restriction avec l'Asie³.

C'est au Chili que l'on observe la plus grande adhésion à ces accords. Le gouvernement Boric a non seulement ratifié leur validité, mais a également donné le feu vert à l'intégration du pays dans le TPP-11 avec les principales économies de l'Asie-Pacifique⁴. Ce traité ouvre les frontières à toutes sortes d'importations et favorise l'appropriation étrangère des ressources naturelles. Le gouvernement a même levé les obstacles que cet accord rencontrait au Congrès depuis 2019.

L'Assemblée constituante, mise en échec en septembre 2022⁵, n'a pas non plus proposé de changements à apporter aux mécanismes commerciaux du modèle néolibéral⁶. Ses modestes propositions de révision ont été mises au placard au même titre que le réexamen de la gestion du cuivre, la modification des redevances minières, la reformulation de l'impôt sur le revenu ou le remodelage du système de retraite privé.

Le chaotique gouvernement péruvien de Pedro Castillo⁷ a soutenu une même approche. Il avait pourtant proposé de freiner l'intense extractivisme de l'exploitation minière, mais cette promesse n'a pas été tenue. Au Pérou, la libéralisation irrationnelle du commerce a conduit le pays à exporter des pommes de terre fraîchement récoltées [vers la Bolivie voisine, les États-Unis ou l'Europe] qui reviennent ensuite congelées et emballées, [en

1. [Banque brésilienne de développement.]

2. J. Marchini, « La propuesta de Sur, una moneda única regional: abriendo el debate » *Nodal*, 16 mai 2022. [En ligne].

3. G. Ledger, « Latinoamérica frente al CPTPP y el RCEP: ¿espectadores del multilateralismo? », *Bilaterals*, janvier 2022. [En ligne].

4. M. Acuña Asenjo, « Chile: Obituario para un gobierno que no pudo ser », *Nodal*, 19 octobre 2022. [En ligne].

5. [Soumise au vote, la proposition de nouvelle Constitution, a été rejetée par la majorité des votants en septembre 2022.]

6. M. Cabieses, « Nueva Constitución ¡No aflojen, ciudadano! », *Diario UChile*, 15 juin 2022. [En ligne].

7. [Président du Pérou du 28 juillet 2021 au 7 décembre 2022.]

particulier des Pays-Bas et de Belgique], pour le marché local¹.

Gustavo Petro (Colombie) a quant à lui souligné que sa priorité politique était la paix. Ses économistes envisagent également une réforme fiscale² afin d'augmenter les recettes et d'apporter certaines améliorations sociales. Dans cet agenda, les accords de libre-échange restent intouchables³, malgré les destructions qu'ils ont causées dans certaines filières de production, comme l'élevage laitier. L'accent mis par le nouveau président sur la protection environnementale est également en contradiction avec le maintien de ces accords.

La présidence de López Obrador (Mexique) a débuté par la ratification du nouvel accord de libre-échange avec les États-Unis et le Canada (T-MEC). Cet accord renforce la présence du Mexique dans la zone dollar et explique la réticence du président mexicain à l'égard de tout projet de monnaie commune latino-américaine. Ses porte-parole défendent la continuité de l'imbrication avec Washington et Ottawa, mais avec des arguments qui s'éloignent du néolibéralisme. Ils affirment ainsi que la proximité avec le Nord favorisera l'autonomie du Mexique en permettant un développement renforçant la souveraineté du pays ; ils proposent de « se rapprocher des États-Unis afin d'être plus autonome par rapport à eux ».

Mais jusqu'à présent, aucune expansion significative de l'économie mexicaine n'a résulté des retombées du traité T-MEC. Au contraire, le traité reproduit les innombrables déséquilibres économiques. La faible croissance, les fortes inégalités, l'exode rural et l'informalité de la main-d'œuvre au Mexique expliquent l'ampleur dramatique du narcotraffic.

1. L. Ghiotto, « Los tratados de libre comercio aseguran una matriz extractiva », *Página12*, 10 novembre 2022. [En ligne].

2. [Approuvée en novembre 2022.]

3. [En août 2023, Gustavo Petro a annoncé sa volonté de renégocier l'accord de libre-échange avec les États-Unis.]

4. G. Szalkowicz, « CELAC: mucho ruido, pocas nueces », *Nodal*, 26 janvier 2023. [En ligne].

L'accord avec les États-Unis ne permet pas au Mexique de se distinguer du tournant régressif en Amérique latine.

L'espoir d'une « plus grande autonomie par une plus grande proximité » présente également de sérieuses contradictions conceptuelles. Elle suppose un renforcement des liens avec les États-Unis, qui ont toujours été en contradiction avec la souveraineté. La tension flagrante entre cette orientation et l'objectif affiché de l'unité latino-américaine est évidente.

Tous les types d'accords de libre-échange en vigueur dans la région favorisent ainsi le négoce des groupes exportateurs, au détriment de la croissance domestique. Ces secteurs privilégient les profits immédiats des ventes à l'étranger par rapport à un développement articulé qui ouvrirait la voie à l'intégration. La CELAC répond à cette contradiction par l'ambiguïté. Lors des rencontres, elle prône systématiquement la solidarité latino-américaine, mais sans prendre aucune des mesures nécessaires à sa consolidation.

Certains participants au sommet de Buenos Aires, comme Gustavo Petro (Colombie), ont reconnu cette faiblesse : « nous parlons beaucoup de nous unir, mais nous faisons très peu pour y parvenir ». Le bilan global du sommet de la CELAC corrobore ce diagnostic⁴. Le problème principal réside dans le fait que les grandes initiatives de souveraineté régionale – dans les domaines alimentaire, énergétique ou financier – nécessitent une fermeté vis-à-vis de l'impérialisme états-unien que le nouveau progressisme n'affiche pas.

Incohérences vis-à-vis des États-Unis

Les États-Unis représentent l'ennemi historique de l'unité latino-américaine. Au cours du siècle dernier, ils ont saboté toutes les initiatives visant à créer un bloc régional qui menacerait leur suprématie. Ils exercent ce sabotage par le biais d'entités qu'ils dirigent (Organisation des États d'Amérique - OEA) et favorisent les alliances de droite (comme le Groupe de Lima) afin de saper les organisations autonomes latino-américaines.

L'institutionnalisation de la CELAC, suggérée, mais non concrétisée lors du sommet de Buenos Aires, est rejetée catégoriquement par Washington, qui craint de perdre l'hégémonie historique exercée par l'OEA. Cette dernière a soutenu tous les coups d'État militaires, judiciaires, médiatiques et parlementaires de ces dernières années et est régulièrement appelée à arbitrer des conflits internes. Elle joue un rôle particulièrement actif dans le contrôle des élections, en tant qu'entité de légitimation de la validité des scrutins. Nicolás Maduro (Venezuela) a proposé que la CELAC remplace l'OEA dans ces fonctions et a obtenu quelques appuis, mais pas le soutien effectif des autres dirigeants.

Les États-Unis voient également d'un très mauvais œil l'éventualité d'actions économiques coordonnées en Amérique latine. Ils rejettent non seulement la présence des concurrents européens ou asiatiques dans la région, mais aussi les initiatives de rivaux locaux. Ils ont toujours encouragé la subordination des classes dirigeantes de la région et fait obstacle à toute coordination étatique échappant à leur contrôle. Ils s'opposent en particulier aux propositions portées par le Brésil, le Mexique et l'Argentine.

Depuis l'échec d'un traité panaméricain sous leur supervision directe (ALCA), les États-Unis ont opté pour des accords bilatéraux. Mais le seul accord significatif qu'ils ont réussi à conclure concerne l'hémisphère nord. À partir de là, ils impulsent des projets pour l'ensemble du continent. Le T-MEC avec le Canada et le Mexique est le seul instrument économique efficace pour contrer les tentatives d'intégration latino-américaines.

Leur dernier défi du moment concerne l'extension du T-MEC aux pays désireux de signer de nouveaux accords de libre-échange avec le géant du Nord. Ils encouragent déjà l'ouverture de négociations avec l'Équateur, l'Uruguay, le Paraguay et la République dominicaine. Avec ces initiatives, les États-Unis espèrent favoriser un projet plus global de concurrence régionale avec la Chine (tel l'Alliance des Amériques pour la prospérité économique).

Washington vante l'intérêt de faire du commerce sous sa tutelle, plutôt que de se lancer dans un hasardeux rapprochement régional¹. Un siècle de dépendance, de sous-développement et de pauvreté démontre pourtant amplement les conséquences néfastes de tout pacte conclu avec le Nord.

La première puissance mondiale n'est en effet pas en mesure de soumettre des propositions intéressantes à moyen terme à ses voisins du Sud. Afin de faire obstacle à l'intégration, elle est déterminée, pour l'instant, à empêcher toute initiative qui affaiblirait la primauté du dollar. Ainsi, dans le contexte actuel de grande crise de la dollarisation équatorienne et de l'aventure salvadorienne du bitcoin comme réserve de valeur, elle veillera à bloquer la dédollarisation des transactions interrégionales. Le département d'État n'a jamais vu d'un bon œil les swaps proposés par la Chine² pour favoriser ses exportations, pas plus qu'il ne se réjouit de l'existence

1. A. Oppenheimer, « ¿Mirará EE.UU. a Latinoamérica? », *La Nación*, 17 mai 2023. [En ligne].

2. [Possibilité donnée à une banque centrale d'un pays d'assurer la liquidité du yuan dans le pays en question.]

de tels crédits en devise brésilienne. Il ne validera finalement les projets financiers régionaux que s'ils sont libellés en dollars.

Le lobbying américain contre les nouvelles initiatives d'autonomie monétaire bat déjà son plein. De nombreux « experts » trouvent un écho médiatique pour souligner l'incohérence, l'infaisabilité ou l'impossibilité de toute distanciation par rapport au dollar¹. Ces « experts » occultent le fait qu'une unité de compte pour le commerce interrégional pourrait être mise en place sans grande difficulté et dans un court délai². Les obstacles à sa mise en œuvre sont donc politiques et relèvent de conflits avec le département d'État états-unien.

Entre divergences et dérobades face à l'Oncle Sam

Les fonctionnaires et les ambassadeurs de Washington ont une grande expérience dans le minage des initiatives d'intégration régionale. Pour arriver à leur fin, ils exigent un plus grand alignement géopolitique avec l'Occident. Lors de la dernière décennie, les gouvernements de droite de la vague conservatrice se sont pliés à ces exigences. La nouvelle vague progressiste n'a pas de position commune. Chacun a adopté sa propre conduite vis-à-vis de l'administration Biden.

Les gouvernements du Venezuela, de Cuba et du Nicaragua ont maintenu leur attitude critique par rapport à l'agressivité de l'impérialisme américain, tant dans la version brutale de Trump que dans la version hypocrite de Biden. À Buenos Aires, ils ont réaffirmé cette position. Maduro a catégoriquement condamné les tentatives de coups d'État soutenus par Washington et a appelé à unir les efforts contre la complicité impériale dans les soulèvements de

droite. Il a probablement préféré lancer cet appel à distance, et non en présentiel, afin d'éviter toute dissension avec le climat de conciliation imposé par Lula et Fernández. Les interventions discrètes du président cubain (Miguel Díaz-Canel) et du président bolivien (Luis Alberto Arce) ont renforcé ce cadre conciliant.

Depuis son entrée en fonction, le président chilien Gabriel Boric s'est positionné à l'opposé, se montrant réceptif aux pressions américaines, tant par sa remise en cause du Venezuela que par son positionnement contre la Russie. Dans les deux cas, il a suivi le scénario proposé par le département d'État, qui masque le harcèlement putschiste subi par le chavisme et rejette l'invasion de l'Ukraine par Poutine sans mentionner les agressions de l'OTAN. À Buenos Aires, il a maintenu cette posture, en adoptant toutefois un ton plus distant de Washington.

Fernández (Argentine) a opté pour un discours plus latino-américain afin de masquer l'ambivalence de ses actions. Il a en effet battu tous les records en matière de contradiction. Dans un premier temps, il a maintenu durant la pandémie une relation étroite avec la Russie qui lui fournissait des vaccins et a condamné l'expansionnisme américain. Mais, dans un second temps, il a voté les sanctions contre Moscou dans les instances internationales. Ce revirement est une conséquence directe de l'accord signé avec le FMI. Afin de ménager les créanciers, il a éloigné l'Argentine de sa position traditionnelle d'abstention sur les questions internationales controversées. Une posture qu'elle avait l'habitude de partager avec le Mexique et le Brésil.

Au Mexique, López Obrador a réaffirmé son autonomie retrouvée. Par son absence au Sommet des Amériques, il a incarné l'opposition aux mesures

1. « "Locura", "cortina de humo", "adorno": la idea de una moneda común entre Brasil y la Argentina fue desechada con ironías en EE.UU. », *Head Topics Argentina*, 24 janvier 2023. [En ligne].

2. P. Páez, « La soberanía monetaria vuelve a escena », *Página12*, 8 janvier 2023. [En ligne].

d'exclusions adoptées par Biden¹. Il a ensuite appelé à la création d'une organisation alternative à l'OEA, avec des messages reprenant le legs de Bolívar² et dénonçant les opérations secrètes du Pentagone. Il a également demandé que le journaliste Julian Assange soit acquitté et a salué la « défense indomptable de la souveraineté cubaine ». López Obrador rejoint Lula quant à la nécessité de développer une politique de plus grande souveraineté, mais avec une stratégie économique très différente vis-à-vis des États-Unis. Son absence à Buenos Aires a confirmé que des désaccords avec le leader brésilien existent au-delà de la question du leadership.

Enfin, la position de Lula vis-à-vis de Washington soulève certaines questions. Pendant la campagne électorale, le soutien qu'il a reçu de Biden, par opposition à celui de Trump pour Bolsonaro, a été très commenté. Mais cet appui ne signifie pas qu'il lui rendra la pareille, pas plus qu'il ne présage d'une soumission aux diktats du Nord. Itamaraty³ a toujours joué son propre jeu, et Bolsonaro lui-même avait dû se rapprocher de la Chine, sous la pression du lobby agro-exportateur local.

Le département d'État craint que le Brésil ne renforce son autonomie. Cette tendance s'est observée au cours de la dernière décennie dans l'évolution des relations que le pays entretient avec le Venezuela, l'Iran et la Palestine, et dans le rapprochement plus marqué avec la Chine et la Russie dans le cadre des BRICS⁴. Par ailleurs, Lula s'est prononcé (comme López Obrador) en faveur d'une solution négociée au conflit ukrainien, avec une vision éloignée de la pression militaire contre Moscou prônée par Washington.

Crises au Pérou et à Haïti

Lors du sommet, un des sujets majeurs concernait le coup d'État et la résistance populaire au Pérou ; il a révélé des divergences de positions au sein des partis progressistes. Au plus fort des délibérations, 62 manifestants avaient déjà été abattus par balles par des gendarmes. Dina Boluarte [présidente par intérim] n'a pas assisté à la réunion, mais a envoyé son ministre des affaires étrangères pour éviter une condamnation des agissements criminels de son gouvernement.

La question était au cœur des débats en raison de l'ampleur du soulèvement national⁵. Les marches de solidarité avec le Pérou aux portes du sommet ont renforcé la centralité du problème. Mais aucune position collective n'a été prise au terme des nombreux débats. La réunion ne s'est pas soldée par la dénonciation de la brutale répression militaire, contrairement à ce qui s'était fait dans le passé lors de réunions similaires contre notamment les tentatives de coup d'État en Équateur ou les atrocités commises en Colombie.

Ce silence est la conséquence de divergences d'opinions. Maduro (Venezuela), Díaz-Canel (Cuba), Petro (Colombie) et López Obrador (Mexique) se sont vivement opposés à Boluarte et ont demandé la libération immédiate de l'ancien président Castillo. Boric (Chili), traditionnellement plus modéré, s'est également prononcé dans ce sens.

Mais Fernández et Lula ont esquivé le débat en lançant de traditionnels appels à la conciliation. Le président argentin a dénoncé avec force le

golpisme dans la région, mais sans mentionner le Pérou. Le ministre brésilien des Affaires étrangères a, quant à lui, renoué les liens avec ce gouvernement sanguinaire.

Le sommet a adopté une attitude similaire à l'égard du président d'Haïti, qui se comporte comme un tyran face à une population révoltée et soumise à la terreur des bandes paramilitaires. Face à cette situation, l'indifférence affichée lors de ce sommet est très frappante, à un moment où la pression diplomatique pour renforcer l'occupation extérieure du pays est très forte.

Le silence de la CELAC face à cette menace est particulièrement embarrassant, surtout après l'élection d'un dirigeant caribéen à la présidence de l'organisation. En effet, le représentant de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, pays membre de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) et allié traditionnel de Cuba et du Venezuela dans une zone fortement surveillée par le Pentagone, devra faire face à la pression des États-Unis, qui traditionnellement affirment leurs positions en envoyant des marines. Ainsi, la CELAC a choisi une personne de la région comme son plus haut représentant, mais ses prises de position semblent ignorer ce qui se passe dans cette région conflictuelle.

Passivité vis-à-vis de la Chine

La nouvelle position de la Chine dans la région s'est confirmée par l'invitation à participer au sommet de Buenos Aires lancée par Fernández à Xi Jinping. Ce privilège, qui n'a été accordé qu'aux États-Unis, illustre l'importance du géant asiatique : il est devenu un acteur majeur de l'économie latino-américaine. L'explosion des échanges avec la région a généré d'énormes bénéfices pour la nouvelle puissance,

mais peu de retombées pour la majeure partie de la région latino-américaine.

Pékin a une stratégie bien définie, qu'elle a codifiée dans la formule « 1+3+6 ». Cette énumération synthétise : un plan, trois forces (commerce, investissement, finance) et six domaines prioritaires (énergie, ressources, infrastructure, manufacture, science et technologie)¹. Dans toutes ses activités avec l'Amérique du Sud, la Chine privilégie l'importation de biens primaires et l'exportation de produits industrialisés, renforçant ainsi les formes traditionnelles de dépendance. Avec l'Amérique centrale, elle favorise des processus d'intégration industrielle, afin d'entrer sur le marché très rentable des États-Unis.

Entre 2010 et 2015, la Chine a privilégié les relations commerciales. Depuis lors, elle investit également dans les infrastructures. Elle cherche à assurer le faible coût de ses approvisionnements, avec des routes et des ports adaptés à la configuration d'un gros acheteur de produits de base. Dans le *Livre blanc* publié en 2008, Pékin précise les montants, les produits et les marchés les plus importants dans sa relation avec l'Amérique latine. Lors du premier sommet CELAC-Chine de 2015, relevant le niveau de ses ambitions, la Chine s'est donnée comme objectif 250 milliards de dollars d'investissements pour la décennie. Le géant asiatique espère ainsi garantir une grande partie de sa sécurité énergétique et alimentaire grâce aux ressources obtenues en Amérique latine. Dans cette optique, il a étendu son emprise commerciale aux investissements et aux financements, afin de s'approprier une partie des marchés intérieurs.

Cette stratégie chinoise contraste avec l'absence de plan du côté latino-américain. Ce vide est passé inaperçu durant la première vague progressiste en

1. [Le président états-unien n'a en effet pas invité au Sommet des Amériques plusieurs représentants latino-américains, notamment cubains, vénézuéliens et nicaraguayens.]

2. [Simón Bolívar est considéré comme le père de l'unité latino-américaine.]

3. [Palais d'Itamaraty, siège du ministère des Affaires étrangères brésilien à Brasilia.]

4. S. Ellner, « Lo que más teme Washington del Presidente Lula da Silva », *Nodal*, 18 novembre 2022. [En ligne].

5. Á. Cabrera Guerra, « La CELAC y la rebelión peruana », *Rebelión*, 26 janvier 2023. [En ligne].

1. E. Dussel Peters, « América Latina y el Caribe-China: Más allá de la moda de su análisis socioeconómico », *LASA Forum* 52(3), juillet 2021, pp. 25-29. [En ligne].

raison de l'impact limité, à l'époque, de la nouvelle puissance dans la région. Au cours de ces années, tous les efforts étaient concentrés sur la mise au point de stratégies vis-à-vis des États-Unis (ou de l'Europe). L'absence de position latino-américaine vis-à-vis de la Chine est devenue plus évidente lors de la restauration conservatrice. La présence de Pékin s'est alors intensifiée, par le biais d'accords avec les gouvernements néolibéraux de cette période. La Chine ne fait en effet pas de différence entre le profil politique de ses interlocuteurs et développe ses activités avec des clients de tous les partis.

Les partisans de la droite dans la région ont subi de fortes pressions de la part de Washington pour couper ces liens, mais ils ont ignoré les demandes qui auraient affecté les opérations rentables des classes dominantes. Leurs successeurs progressistes maintiennent le même comportement qui irrite les États-Unis, mais qui favorise les grands capitalistes de la région. Le problème majeur de cette continuité réside dans le caractère asymétrique de la relation actuelle, favorable aux intérêts de Pékin. Il n'y a aucun signe de « gagnant-gagnant » dans la consolidation actuelle du lien entre les deux régions.

Le progressisme a renouvelé le dialogue avec l'Empire du Milieu dans le cadre des forums CELAC-Chine. Cet organe réunit périodiquement des partis, des organisations et des groupes de réflexion qui réfléchissent aux potentialités de la relation entre les deux régions. Mais aucun plan latino-américain de négociations conjointes avec le partenaire asiatique n'a jamais émergé de ces rencontres. Il est évident que la Chine bénéficie de la fragmentation du sous-continent en une trentaine de pays. Les accords signés reflètent la distance qui sépare Pékin de ses interlocuteurs.

Pour des gouvernements néolibéraux balkanisés, cette distance n'est pas un problème. Ils privilégient simplement les affaires des groupes dominants de chaque nation. Le progressisme, quant à lui, met l'accent sur l'intégration et suggère de renforcer la capacité de négociation de l'ensemble de la région. Mais il ne passe pas à l'acte. Il se contente de recycler des appels rhétoriques ou des annonces diplomatiques, sans mettre en œuvre un bloc de négociations commun avec la Chine.

La surabondance de discours vantant les avantages d'une plus grande autonomie régionale ne compense pas l'absence d'initiatives concrètes. Ces dernières années, de nombreuses théories ont en effet été avancées quant à la pertinence d'une « insertion économique triangulaire » de l'Amérique latine, profitant de l'équidistance avec les États-Unis et la Chine. D'autres versions soulignent l'utilité des « collaborations sélectives » et des stratégies d'« appartenances multiples »¹ au niveau international. Mais sans mises en œuvre pratiques, la pertinence de ces conceptualisations reste un mystère.

La connaissance de la Chine s'est également améliorée grâce à des progrès significatifs dans divers domaines. Mais cette compréhension n'a pas changé la passivité de la région vis-à-vis d'un partenaire qui fixe toujours l'ordre du jour, les termes de l'échange et la répartition des bénéfices. La nouvelle vague de centre gauche n'a pas encore modifié ce scénario défavorable.

La pâleur de la CELAC sociale

À Buenos Aires, les rencontres de présidents, de fonctionnaires et d'hommes d'affaires ont été complétées par des rassemblements de mouvements sociaux, d'organisations syndicales et de groupes

de gauche. Ces rassemblements ont repris la tradition des « Sommets des peuples » qui, au cours de la dernière décennie, étaient organisés pour coïncider avec les principaux événements progressistes. Les actions contre l'ALCA, les forums sociaux altermondialistes, les confluences de l'UNASUR et les réunions de l'ALBA ont donné corps à ces dynamiques alternatives.

C'est là qu'ont commencé à s'élaborer des propositions radicales d'unité latino-américaine et un sentiment anti-impérialiste lié à une critique anti-capitaliste. La résurgence d'événements régionaux a relancé la possibilité de reprendre cette dynamique. La réalisation d'activités sous l'emblème de la CELAC sociale est donc de bon augure.

Mais la rencontre n'a eu qu'un effet très limité par rapport à ce qui a pu se vivre dans le passé. L'assemblée et la manifestation n'ont pas eu l'impact des réunions précédentes. Cette deuxième séquence n'a pas suscité l'enthousiasme généré par les leaders de la première vague progressiste lors des rassemblements massifs dans différentes villes de la région.

À Buenos Aires, l'effervescence vécue à La Havane (2005), à Mar del Plata (2005), à Caracas (2011) ou à Porto Alegre (2016) au cours de la dernière décennie n'a pas refait surface. Les leaders du progressisme actuel rassemblent des foules dans leur pays, mais n'étendent pas leur influence au-delà de leurs frontières. Cela est dû à l'hétérogénéité de leurs projets et à l'affaiblissement d'une référence politique radicale commune.

À ses débuts, la CELAC sociale a également été éclipsée par la crise locale du péronisme. Le président Fernández [...] ne s'est pas rendu au sommet

alternatif ; sa politique d'ajustement [structurel] est incompatible avec toutes les déclarations de cette rencontre. Il a bien prononcé un discours démagogique au Sheraton en ouverture du sommet officiel, mais n'était pas en mesure de justifier la détérioration salariale devant un rassemblement d'organisations populaires¹.

La présence de Sergio Massa² à cet événement aurait été davantage inconcevable. Non seulement il est l'exécutant de la stratégie monétariste du FMI, mais également un célèbre porte-parole de la droite vénézuélienne. Sympathisant explicite de Juan Guaidó, il ne cadre pas avec l'atmosphère anti-impérialiste de la CELAC sociale.

Même Cristina Fernández de Kirchner, figure proche de ce type de rassemblement, n'y a pas participé. Dans le chaos provoqué par son renoncement à toute candidature, elle s'est limitée à développer son propre agenda de rencontres avec des dirigeants. La grande dépendance des organisateurs argentins de la CELAC sociale à l'égard de ces tensions dans le péronisme a donc largement brouillé les résultats de l'événement.

Propositions et perspectives

Le texte d'appel de la CELAC sociale synthétise pourtant plusieurs axes d'une approche unitaire latino-américaine. Il souligne avant tout l'aggravation des inégalités dans la région la plus inégalitaire du monde³. Les données les plus récentes corroborent ce constat alarmant. Depuis 2020, la richesse des 91.000 millionnaires de la région a augmenté de 21% (cinq fois plus vite que le PIB), ce qui contraste nettement avec les difficultés rencontrées par 200 millions de pauvres. La région connaît la même

1. C. Quian et C. Vaca Narvaja, « China en la región: la Iniciativa de la Franja y la Ruta en América Latina », *Agencia Paco Urondo*, 23 août 2021. [En ligne].

1. [Référence à la situation économique critique de l'Argentine, en particulier l'inflation et l'austérité budgétaire qui touchent de plein fouet les classes populaires.]

2. [Ministre de l'économie argentin.]

3. « Encuentro Celac Social (2023), 23 y 24 de enero », *Observatorio del sur global*, 18 janvier 2023. [En ligne].

situation que le reste du monde, où les 1% les plus riches de la planète ont accaparé les deux tiers de la richesse au cours de cette période.

Pour lutter contre ce fléau, le document souligne la nécessité d'une politique fiscale progressive, mais sans préciser par quels moyens. Une récente initiative d'OXFAM propose de lever immédiatement 50 milliards de dollars en Amérique latine en taxant la minorité de riches¹. Ces fonds permettraient de commencer à augmenter les salaires minimums et à établir un plancher commun pour les revenus dans toute la région. La réforme fiscale permettrait également de mettre en œuvre les projets de création d'emplois qualifiés, développés par les mouvements sociaux.

Un tel plancher fiscal faciliterait également la mise en œuvre d'autres propositions, telles que l'abolition du travail infantile, la protection des migrants, l'amélioration des pensions et la réduction du temps de travail.

Mais prendre cette voie nécessite un minimum de souveraineté financière, largement minée par l'endettement et le contrôle du FMI sur les politiques économiques de nombreuses nations. Sans un audit complet de ces dettes et une suspension des remboursements des pays en difficulté, il n'y a aucun moyen d'inverser la stagnation et l'appauvrissement de la région. Une convergence régionale en ce sens permettrait de reprendre le développement de la Banque du Sud afin de jeter les bases de la nouvelle architecture financière.

La souveraineté énergétique nécessaire à l'Amérique latine ne sera pas atteinte par l'extension des gazoducs si les grandes entreprises étrangères (et leurs partenaires locaux) s'en approprient les bénéfices. Seule la constitution de grandes entités interétatiques permettrait de développer les propositions

imaginées au cours de la dernière décennie : profiter de la complémentarité des ressources des différents pays, protéger l'environnement et donner priorité à l'utilisation productive régionale des biens communs.

Si cet agenda de souveraineté sociale, énergétique et financière est promu par la CELAC sociale, il ne l'est pas par son homologue officiel. Les gouvernements progressistes n'ont avancé que sur quelques actions spécifiques, telles que la production et la distribution de vaccins afin de contrer les conséquences dramatiques du monopole des brevets par les laboratoires états-uniens et européens.

Les grandes questions restent absentes, mais elles pourraient devenir pertinentes si le lithium était mis à l'agenda. Il s'agit d'une ressource relativement rare et essentielle pour la fabrication de batteries, très demandée par les entreprises de haute technologie. Il suffit de rappeler les liens étroits entre le milliardaire Elon Musk et le coup d'État de droite en Bolivie pour comprendre à quel point le différend sur sa gestion est prégnant. Les États-Unis livrent une lutte frontale à la Chine pour s'emparer des contrats en jeu.

Au Mexique, López Obrador a décidé de déclarer d'utilité publique l'exploration et la transformation du précieux minéral. Cette mesure s'oppose aux concessions que son prédécesseur Peña Nieto avait accordées aux entreprises étrangères. L'interventionnisme étatique soutenu par le Mexique s'inscrit dans la lignée d'initiatives similaires en Bolivie, mais contraste avec la gestion néolibérale de la ressource par le gouvernement argentin. Fernández a validé l'exploitation du lithium comme un attribut de chaque province, dans le cadre d'un régime privatisé qui encourage les exportations brutes sans transformation locale, ni préservation

de l'environnement¹. Différentes initiatives sont également à l'œuvre au Chili.

La création d'une entreprise publique latino-américaine du lithium pourrait être le point de départ d'un projet transformateur. Elle permettrait de réguler l'offre (« Lithium OPEC ») et de développer des initiatives conjointes d'exploitation locale, de commercialisation et d'industrialisation.

En fin de compte, le progressisme n'adopte pas les mesures dont l'Amérique latine a besoin pour forger son unité, car il prétend éviter les conflits avec les capitalistes étrangers et locaux. La CELAC sociale, elle, se développe sur un autre terrain, celui de la résistance populaire, en proposant un programme de base pour forger l'unité latino-américaine. Elle a déjà constitué un espace d'articulation pour développer cette stratégie, mais cette politique régionale exige des débats sur le chemin entrepris par les nouvelles expériences progressistes dans chaque pays.

1. M. Pedrazzoli, « Desigualdad creciente y tributación regresiva », *Página 12*, 17 janvier 2023. [En ligne].

1. J. Galmes Aguzzi, « Bajo la bota del FMI. Litio: el extractivismo minero de EE.UU. avanza en Salta, Jujuy y Catamarca, ¿quiénes se benefician? », *La Izquierda Diario*, 29 août 2022. [En ligne].

Lourdes María Regueiro Bello
et Claudia Marín Suárez
*Centro de Investigaciones de
Política Internacional (CIPI)*

Dynamiser l'intégration dans la région latino-américaine et caribéenne*

[La première décennie de ce siècle a vu la création, sous l'impulsion de gouvernements progressistes, de plusieurs projets institutionnels censés favoriser l'intégration politique et économique de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cet article fait un bilan de ces tentatives et soulève les questions qu'il reste à résoudre pour rendre ce processus d'intégration plus effectif et concrétiser les objectifs qu'ils s'était donné.]

* Cet article a été publié en version originale espagnole dans la revue *Humanidad en Red* « Geopolítica de la integración latinoamericana », numéro 1, janvier 2023, disponible en ligne. Les phrases ou mots entre crochets constituent des ajouts apportés à la version originale afin d'améliorer la compréhension du texte pour un public francophone.

Dynamiser l'intégration dans la région latino-américaine et caribéenne

Lourdes María Regueiro Bello et Claudia Marín Suárez, chercheuses au Centro de Investigaciones de Política Internacional (CIPi)

Le paysage régional de l'Amérique latine et des Caraïbes se trouve actuellement aux prises avec un contexte de transition de l'ordre mondial, annonçant des changements majeurs dans la répartition du pouvoir entre les puissances historiques et émergentes. Cette évolution donne lieu à de nouveaux critères de développement et à de nouveaux alignements qui remettent en question le leadership des États-Unis.

Cette transition vers une nouvelle hégémonie n'est pas récente, mais la convergence des niveaux de développement économique et technologique des puissances émergentes, telles que la Chine, avec ceux des puissances occidentales est devenue plus évidente au cours de la deuxième décennie du XXI^e siècle. Des stratèges bien connus du système capitaliste, tels que Zbigniew Brzezinski, Henry Kissinger et John Mearsheimer, avaient d'ailleurs anticipé cette évolution depuis un certain temps.

Les États-Unis ont soit ignoré ces prédictions, soit pris conscience de l'irréversibilité des progrès économiques et technologiques accomplis par leurs concurrents, devenus des rivaux stratégiques de plus en plus présents dans leur zone d'influence. Face à ce défi stratégique, l'Occident s'ajuste : raccourcissement des chaînes de valeur et mise en place d'une guerre commerciale contre la Chine, sous le couvert du protectionnisme et de prétextes sécuritaires.

Pendant que les États-Unis étaient concentrés sur leur lutte contre le terrorisme et que l'administration Trump délaissait l'Amérique latine et les Caraïbes, la Chine est devenue un acteur incontournable dans la région, devenant un partenaire économique clé, y compris en tant que fournisseur de technologies et de pourvoyeur de coopération internationale. Contrairement à la Chine et à la Russie, les États-Unis n'ont pas réussi à redorer leur image pendant la pandémie, ce qui a accentué une vision critique des relations avec les États-Unis dans une période difficile pour la région.

Les États-Unis ne sont plus en position de dicter les règles du jeu sur le territoire latino-américain. Leur capacité à soutenir des initiatives en mobilisant des fonds, comme l'ont préconisé les groupes de réflexion¹, est compromise par des facteurs économiques et politiques. Désormais, pour faire avancer leurs initiatives, ils dépendent fortement du secteur privé, qu'ils ne contrôlent pas totalement, et de la mobilisation de ressources auprès de leurs alliés. En d'autres termes, leur autonomie pour restructurer leurs relations avec la région est affaiblie.

La pandémie a amplifié les déséquilibres historiques et a agi comme un catalyseur politique, mettant en évidence le mécontentement et l'insatisfaction face à la gestion gouvernementale, tant avant qu'après la crise sanitaire, à un moment où les processus d'intégration dans la région stagnent et se désarticulent. Cependant, elle a également ravivé la nostalgie des pratiques antérieures de coordination et de coopération dans le domaine de la santé, qui avaient été démantelées par les gouvernements de droite et d'extrême droite. Ce virage à droite avait commencé avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement Macri en Argentine en 2015.

La résistance sociale face aux effets des politiques néolibérales, exacerbée par la pandémie, et l'inefficacité des gouvernements pour y faire face, ont transformé le paysage politique régional et écourté le mandat des gouvernements de droite. Cette résistance a également favorisé l'émergence de forces politiques progressistes prônant un positionnement

plus autonome et a conduit à la prise de pouvoir de gouvernements de gauche globalement plus modérés et présentant des divergences entre eux.

Ce second cycle progressiste se compose d'un groupe hétérogène de gouvernements, certains dirigés par des personnalités politiques sans l'expérience de leurs prédécesseurs, d'autres manquant d'un programme clair pour leur mandat. Un noyau de trois pays, étiqueté par la presse occidentale comme l'« axe du mal » [Cuba, Nicaragua, Venezuela], fait l'objet de sanctions et de pressions. La plupart de ces gouvernements progressistes n'ont pas le soutien du pouvoir législatif et judiciaire, voire sont en confrontation ouverte avec eux. Le retour du progressisme au Brésil après les élections de 2022 pourrait cependant renforcer l'articulation inter-régionale.

Ce groupe de gouvernements de gauche doit faire face à une droite réorganisée, maîtrisant les techniques de communication et manipulant efficacement les réseaux sociaux. Bien que ces forces de droite ne soient pas toujours coordonnées au niveau national, elles le sont cependant au niveau régional. Ces forces de droite sont expertes en *lawfare*² et sont soutenues et formées par des fondations et des réseaux libéraux basés aux États-Unis et actifs dans la région. En outre, elles collaborent avec différents mouvements sociaux.

1. Daniel Runde et Ryan C. Berg du Center for Strategic & International Studies affirment que l'administration Biden devrait considérer le lancement d'une nouvelle version actualisée de l'Alliance pour le Progrès de Kennedy (D. F. Runde et R. C. Berg, « A New Partnership Agenda with the Hemisphere », *Center for strategic and international studies*, 16 septembre 2021. [En ligne].)

2. [La guerre juridique, guerre du droit ou les usages stratégiques du droit, est l'utilisation du système judiciaire pour combattre un ennemi politique.]

L'intégration régionale : entre progressisme et restauration conservatrice

Les nouveaux gouvernements progressistes appuient l'intégration. La pandémie et la politique de l'administration Trump envers la région ont révélé, parfois de manière dramatique, les coûts de la désintégration régionale¹ et des opportunités passées non exploitées, ainsi que le faible engagement des États-Unis envers la région en période de crise.

Durant leur mandat, les gouvernements de droite d'Amérique latine se sont efforcés d'exclure de leur agenda de politique extérieure la participation aux alliances régionales (ALBA², UNASUR³ et CELAC⁴) qu'ils associent à la politique étrangère de leurs prédécesseurs de gauche. Les stratégies mises en œuvre pour paralyser le fonctionnement de chacun de ces organismes ont connu un succès relatif et, dans la plupart des pays, ces alliances sont restées en dehors des priorités en matière de relations internationales. La manière dont chaque groupe a été impacté n'a pas été la même.

Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA)

Dans le cas de l'ALBA, l'expérience montre que lorsqu'un de ses membres est passé sous un régime de droite, le pays s'est retiré du groupe. Il convient

de souligner que parmi les trois groupes associatifs mentionnés, l'ALBA est celui qui implique une plus grande proximité avec des gouvernements ciblés par la politique agressive et les sanctions des États-Unis. Il présente également un formalisme institutionnel moins contraignant, de sorte que les protocoles d'entrée et de sortie du groupe dépendent de la volonté des gouvernements. Ceux-ci peuvent y adhérer ou le dénoncer en fonction des changements de leur orientation politique.

La particularité de l'ALBA est qu'elle subordonne les critères économiques à la réalisation d'objectifs sociaux basés sur la solidarité, la coopération et la complémentarité. Ainsi, l'adhésion à ces valeurs conditionne l'adhésion à l'organisation.

Il existe une grande asymétrie entre ses membres, de sorte que la coopération repose principalement sur le Venezuela. Les sanctions qui lui ont été appliquées ont non seulement affecté ses niveaux de production et de revenus, mais ont également eu un impact négatif sur le développement de l'organisation. Il convient de souligner que malgré cela, pendant la pandémie, l'ALBA a été un acteur clé dans la distribution des vaccins et la coopération médicale.

L'Union des nations sud-américaines (UNASUR)

L'UNASUR est un espace où coexistent des gouvernements de courants politiques très

différents. Dès sa création en 2008, elle a mis à mal le leadership des États-Unis dans la région, d'une part en raison de son intervention sur des questions considérées comme relevant de la compétence exclusive de l'Organisation des États Américains (OEA)¹ et, d'autre part, à cause du leadership qu'y exerce le Brésil. L'UNASUR a en effet montré une capacité inédite de dialogue régional entre forces politiques de différentes orientations, même sur des questions « épineuses »² touchant la sensibilité de certains gouvernements et d'acteurs économiques.

Pour différentes raisons, ni les groupes de droite, ni ceux de gauche et du progressisme qui ont émergé au XXI^e siècle n'ont montré de l'intérêt quant à l'institutionnalisation. Parmi les trois modèles associatifs apparus sous les gouvernements populaires, l'UNASUR a été le seul à développer une structure institutionnelle complète et protocolarisée³. Elle a réussi à mettre en place un réseau de conseils pour suivre les questions pertinentes liées à la croissance économique et au développement social.

La question de l'institutionnalisation est complexe et n'a pas reçu l'attention qu'elle mérite. Dans le cadre d'accords où coexistent des tendances politiques divergentes, le débat visant à les doter d'une structure institutionnelle peut exacerber les frictions, de sorte que cette décision a souvent été reportée, voire évitée. Cependant, dans le cas de l'UNASUR, deux facteurs ont facilité le processus institutionnel. D'abord, une corrélation des forces politiques avantageuses pour le courant représenté par des gouvernements favorables à l'intégration

dans la région. Ensuite, l'absence de propositions de développement venant des grandes puissances mondiales.

Avec le retour de la droite au pouvoir, plusieurs gouvernements se sont retirés de l'accord (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Pérou, Paraguay et Uruguay)⁴. Dans certains cas, le retrait n'a pas été formellement approuvé par les parlements respectifs et, comme l'accord ne fixe pas de nombre minimum de membres, le fait que quatre membres ne l'aient pas dénoncé assure sa pérennité⁵.

La création, en 2019, du Forum pour le Progrès de l'Amérique du Sud (PROSUR) est née d'une tentative manifeste de remplacer l'UNASUR. Les conditions d'adhésion au Forum sont similaires à celle de la charte démocratique de l'OEA et impliquent tacitement une affiliation idéologique incompatible avec les projets favorables à des sociétés plus inclusives. En raison de principes prétendument démocratiques, le gouvernement bolivarien du Venezuela en a donc été exclu. L'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Guyana, le Paraguay, le Pérou et le Suriname ont quant à eux intégré PROSUR.

Les thèmes portés par PROSUR sont pratiquement similaires à ceux de l'UNASUR : infrastructure, énergie, santé, défense, sécurité et gestion des risques de catastrophes. En accord avec les principes qui l'animent, une approche globale du développement social, telle qu'elle existait dans l'UNASUR, en est cependant absente.

1. E. Actis et B. Malacalza, « Las políticas exteriores de América Latina en tiempos de autonomía líquida », *Nueva Sociedad*, 291, janvier-février 2021. [En ligne].

2. [Alliance bolivarienne pour les Amériques, organisation fondée en 2004 à l'initiative de Hugo Chávez et Fidel Castro. Cette plateforme d'intégration affirme des principes de solidarité, de complémentarité, de justice et de coopération. Le Venezuela, la Bolivie, Cuba, le Nicaragua en sont membres ainsi qu'une petite dizaine de nations caribéennes.]

3. [L'Union des Nations Sud-Américaines est une organisation intergouvernementale fondée en 2008, dotée de la personnalité juridique internationale et composée de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, du Guyana, du Paraguay, du Pérou, du Suriname, de l'Uruguay et du Venezuela. Actuellement gelée de facto, elle pourrait bénéficier d'un regain d'intérêt politique avec l'arrivée au pouvoir de Lula da Silva au Brésil.]

4. [La Communauté des États latino-américains et des Caraïbes est un mécanisme intergouvernemental pour le dialogue et l'accord politique composé de la totalité des pays de la région. Elle a été créée en 2011 et entend devenir la voix de la région dans le monde. Elle entretient des relations avec l'Union européenne, la Chine, la Russie, la Corée, la Turquie, le Japon et le Conseil de Coopération des États arabes du Golfe.]

1. [Organisation des États Américains : organisation intergouvernementale fondée en 1948 dont le siège se trouve à Washington. Elle est considérée comme l'outil des États-Unis pour imposer ses volontés dans la région.]

2. [Par exemple, les tensions entre la Colombie et le Venezuela ou la crise interne à la Bolivie dans la première décennie du siècle.]

3. [En raison de son institutionnalisation, l'UNASUR fait partie des organisations intergouvernementales qui ont reçu une invitation permanente pour participer en tant qu'observateurs aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies.]

4. [Du point de vue formel, la Bolivie, le Guyana, le Suriname et le Venezuela restent actifs au sein de l'UNASUR.]

5. G. Long, « ¿Hacia una nueva UNASUR? », *Infobae*, 5 mai 2022. [En ligne].

Suite aux changements politiques dans la sous-région, à la fois les adhésions et l'engagement envers PROSUR ont subi des variations. En avril 2022, le Chili, un des fondateurs de l'accord, s'est retiré. Bien qu'elle n'ait pas dénoncé l'accord, l'Argentine n'y est plus active et a plusieurs fois exprimé la nécessité de réactiver l'UNASUR.

L'arrivée de Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence du Brésil rend possible sa réactivation. Cela pourrait être facilité du point de vue formel, étant donné que l'Argentine et le Brésil n'ont pas suivi les procédures légales de sortie.

Cependant, le retour d'une gauche plus nombreuse, y compris dans des pays qui étaient autrefois des bastions de la droite comme le Chili et la Colombie, ne garantit pas en soi que l'UNASUR retrouve sa forme originale. La critique de la droite a semé l'idée d'une nature idéologique de l'UNASUR, ce que Guillaume Long¹ réfute en déclarant : « On parle de la prétendue nature idéologique de l'UNASUR. Il est évident que les débats qui ont eu lieu au sein de l'organisation reflétaient les opinions de ses membres, mais rien dans la conception institutionnelle de l'organisation ne tendait à une plus grande idéologisation. » Certes, les premières années de l'UNASUR se sont déroulées sous une corrélation de forces politiques favorables à la gauche, mais le consensus, comme moyen d'orienter ses décisions, a permis que même les propositions majoritaires et la nomination d'autorités soient stoppées en raison de la résistance de certains pays.

Le président du Chili, dans une de ses premières interventions devant la presse internationale, a discrédité à la fois l'UNASUR, PROSUR et le Groupe de Lima en tant qu'espaces d'unité régionale. Le

président colombien, Gustavo Petro, avait vivement critiqué la décision de son pays de se retirer du groupe en 2018, mais, depuis son élection, il n'a pas encore pris officiellement position sur un éventuel retour au sein de l'organisation. Ces deux nouvelles figures du progressisme sont réticentes à la création de groupes caractérisés par l'affiliation politique de leurs membres. Bien que cela n'était pas une caractéristique de l'UNASUR, elle constituait néanmoins une condition d'entrée pour le Groupe de Lima et PROSUR, dont l'objectif était d'isoler le Venezuela et de soutenir les États-Unis dans leur déstabilisation du pays.

En revanche, les prises de parole de Gabriel Boric (Chili) et de Gustavo Petro (Colombie) coïncident dans la volonté de consolider la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC).

La Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC)

Beaucoup considéraient la CELAC comme ayant perdu de son importance avec le retour des gouvernements de droite. Mais, la convergence entre les gouvernements d'affiliation politique différente sur la pertinence de préserver la CELAC s'est renforcée lors de la tenue du 6^{ème} sommet de cette organisation (septembre 2021). Le déclin du niveau de représentation gouvernementale² lors des sommets précédents était un signe évident de la perte de légitimité de la CELAC en tant qu'espace stratégique pour de nombreux pays de la région. À cela s'ajoutaient le virage régional à droite et les pressions américaines pour rétablir le rôle de l'OEA.

1. *Ibid.*

2. Les réunions de 2018 et 2019, sous la présidence du Salvador et de la Bolivie, respectivement, n'ont pu avoir lieu qu'au niveau des ministres des Affaires étrangères. Au cours de cette période, il n'a pas non plus été possible de tenir le Sommet CELAC-UE en raison des divergences politiques entre les membres.

Parmi les facteurs qui ont favorisé le regain d'intérêt pour la CELAC, on peut mentionner¹ :

- la revitalisation de l'intérêt pour la coopération régionale face aux attentes insatisfaites d'aide des partenaires traditionnels pour faire face aux effets de la pandémie ;
- la gestion intelligente des perspectives divergentes des membres par la présidence temporaire du Mexique ;
- le déclin de l'OEA, aggravé par l'attitude contestée de son secrétaire général ;
- le rôle de la CELAC en tant qu'interlocuteur régional privilégié pour un acteur mondial comme la Chine ;
- la politique de « pression maximale » contre le Venezuela, utilisée par l'administration Trump pour forcer un changement de régime – incluant une pression sur la CELAC d'intégrer une représentation de l'autoproclamé gouvernement de Juan Gaido en son sein – a paradoxalement renforcé le gouvernement vénézuélien et a conduit au changement politique dans ce pays via d'autres canaux ;
- l'effondrement du Groupe de Lima résultant des changements politiques dans la région ;
- le sentiment d'urgence dans la lutte contre les impacts de la pandémie dans la région, y compris l'accès opportun, équitable et abordable aux vaccins, s'est avéré être une motivation fondamentale. La question du changement climatique a également été récurrente, non seulement dans les interventions des gouvernements caribéens, mais aussi de presque tous

les participants. Une autre réalisation de ce sommet a été la décision de présenter une position commune de la CELAC lors de la COP 26.

Parmi les autres progrès concrets réalisés par la CELAC pendant la présidence temporaire du Mexique, on peut citer² :

- la création de l'Agence spatiale latino-américaine et caribéenne ;
- la création du Fonds CELAC pour répondre aux catastrophes, le premier du genre pour faire face aux effets du changement climatique, avec un budget initial de 15 millions de dollars ;
- la position commune devant le Fonds monétaire international demandant l'accès aux ressources à court terme et la réduction du poids de la dette ;
- la coordination entre plusieurs membres de la CELAC pour atténuer l'impact de la pandémie en fonction des capacités et de la volonté des pays (distribution et conditionnement des vaccins, des respirateurs, etc.).

Si la présence à la CELAC du président bolivarien [Nicolás Maduro] a généré des tensions, le bilan est malgré tout positif. En effet, cette capacité à gérer les tensions prouve que la présence des États dans la CELAC n'est pas motivée par l'idéologie, sinon par la recherche de solutions consensuelles aux problèmes sans que l'organisme devienne otage de la polarisation politique. De même, un appel a été lancé pour régler les différends au niveau bilatéral.

Le fait d'appartenir ou non à l'OEA demeure un thème de controverse. De nombreux pays contestent cette organisation ou proposent de la réformer.

1. C. Marín et L. Regueiro, « Un nuevo momento para la CELAC », *CIPRI*, 27 septembre 2021. [En ligne].

2. *Ibid.*

Néanmoins, les représentants des gouvernements de droite ont affirmé que l'appartenance à la CELAC ne signifiait pas de renoncer à l'OEA.

Les questions de l'OEA, de la démocratie et des droits humains reflètent la polarisation politique régionale actuelle. Cependant, la réunion a montré une capacité inédite à gérer la diversité d'opinions de manière non conflictuelle, en reportant les discussions sur des sujets plus sensibles aux domaines bilatéraux ou en les postposant pour éviter les adhésions politiques et les « loyautés » envers des partenaires extrarégionaux¹.

Après le sommet [de septembre 2021], la nouvelle Présidence temporaire (Argentine) a présenté les 15 prochains axes d'action² : la reprise économique post-COVID ; la stratégie sanitaire régionale ; la coopération spatiale ; la science, la technologie et l'innovation pour l'inclusion sociale ; la gestion des catastrophes naturelles ; l'éducation ; le renforcement institutionnel et l'agenda de la CELAC contre la corruption ; la sécurité alimentaire ; le dialogue avec les partenaires extrarégionaux ; l'intégration de l'infrastructure latino-américaine et caribéenne ; la coopération environnementale ; le développement et l'amélioration de l'opérationnalité de la CELAC ; l'amélioration de la situation et des conditions des femmes dans les pays membres ; la transformation numérique et la coopération ; et la culture. À la demande des pays des Caraïbes, le thème du changement climatique a été inclus.

Durant la présidence argentine [de la CELAC], un sommet des Amériques³ s'est tenu à Los Angeles. Lors de celui-ci, le gouvernement [d'Alberto Fernández] a exprimé son mécontentement face au caractère excluant du sommet.

La réactivation de la relation entre la CELAC et l'Union européenne, ainsi que l'invitation faite à l'Argentine à participer à la réunion du G7 en tant que représentante, témoignent d'une reconnaissance croissante de l'organisme en tant que voix régionale. Le fait que le président Biden ait été invité à participer au prochain sommet de la CELAC pourrait indiquer un nouveau statut pour cet organisme. Il serait opportun de profiter de cette occasion pour formaliser l'entité en tant qu'observateur permanent des Nations Unies⁴.

Le contexte de crise économique et sanitaire, mais aussi politique dans la région, a remis à jour l'importance d'un organisme comme la CELAC pour trouver des consensus sur les questions régionales. Si le débat relatif à sa forme institutionnelle est régulièrement reporté pour éviter les désaccords, il reste néanmoins nécessaire.

La Communauté andine (CAN)

Un autre changement dans ce nouveau scénario d'intégration est l'intérêt exprimé par les nouveaux présidents élus, Boric (Chili) et Petro (Colombie), de revitaliser la CAN⁵, comme relevé lors de la 22^e réunion des Chefs d'État du groupe (29 août 2022),

où il a été proposé de « [...] travailler à l'élargissement du bloc sous-régional, et dans cette optique, les États membres examineront la pertinence d'inviter d'autres pays de la région à se joindre au mécanisme, dans le but de constituer un bloc élargi, solide qui augmente le commerce, favorise le développement social et économique et encourage l'intégration effective de l'Amérique latine. »¹

Selon ce qui a été rapporté dans les médias concernant le conclave, un premier cercle d'élargissement comprendrait le retour du Chili et du Venezuela, d'anciens membres du bloc, et l'extension de l'invitation à l'Argentine.

Un trait caractéristique des relations internationales de la CAN est la densité des liens économiques avec les grandes puissances mondiales, avec une prédominance du canal bilatéral ; cela aggrave l'asymétrie et s'accompagne de conditionnalités politiques. Ainsi, la proposition du président bolivien, Luis Arce, de mettre en place des mécanismes de négociation communs avec d'autres marchés émergents est pertinente.

En tant que plateforme d'intégration régionale, la CAN peut être associée à la nécessité de faire avancer des projets économiques et commerciaux sans l'étiquette idéologique qui a été attribuée à l'UNASUR. Elle permet également de bénéficier d'institutions consolidées même si elles ont besoin d'être modernisées. Cette plateforme pourrait relancer l'idée fondatrice de l'industrialisation et de la complémentarité en tant que piliers d'une conception du développement régional visant à dépasser la primarisation de l'économie².

Parmi les points saillants à l'ordre du jour de cette réunion des chefs d'États de la CAN, on retrouve les thèmes de l'intégration des réseaux électriques, de la décarbonisation, de la lutte contre le crime organisé ainsi qu'un sujet qui semble prendre de l'ampleur dans l'agenda de l'Amérique latine : la nécessité de coordonner les processus migratoires qui impliquent non seulement des flux du Sud vers le Nord, mais aussi une mobilité Sud-Sud.

La nature des nouveaux gouvernements laisse à supposer que la redistribution des revenus sera à nouveau un thème central. Cela demanderait des réformes fiscales non régressives – contrairement à celles adoptées sous le Consensus de Washington – qui renforcent « [...] la collecte de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des sociétés et élargissent la portée de l'impôt sur le patrimoine, la propriété et l'économie numérique »³ et réduisent l'évasion fiscale, qui représente un coût de 6,1% du PIB selon la CEPAL⁴.

Avec la proposition d'élargir le nombre de membres, on rompt avec le critère traditionnel basé sur des considérations géographico-culturelles, ouvrant ainsi la voie à un critère géoéconomique. Cette idée pourrait être motivée par la recherche d'une intégration en vue de l'industrialisation du lithium ; dans cette optique, il ne serait pas inconcevable d'envisager l'éventuelle incorporation du Mexique dans un tel projet.

1. *Ibid.*

2. « Argentina fue elegida por aclamación para la Presidencia Pro Tempore 2022 de la CELAC », *Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto. Argentina*. [En ligne].

3. [Rencontre formelle des chefs d'État des pays d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud. Ce sommet est organisé sous la houlette des États-Unis et de l'Organisation des États Américains (OEA) qu'ils dirigent. Ce sommet est l'occasion pour Washington d'inviter ses partenaires et d'exclure ses adversaires. C'est pourquoi ni Cuba, le Venezuela ou le Nicaragua n'étaient conviés. Plusieurs dirigeants latino-américains, dont le mexicain López Obrador, ont boycotté le sommet en conséquence.]

4. « Organizaciones intergubernamentales », *Naciones Unidas*. [En ligne].

5. [La Communauté andine est une zone d'intégration régionale regroupant la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou. Ce processus d'intégration a débuté avec la création du Groupe andin et la signature de l'Accord de Carthagène, le 26 mai 1969.]

1. « Declaración de la XXII Reunión del Consejo Presidencial Andino », *Comunidad Andina*, Notas de prensa, 29 août 2022. [En ligne].

2. Se dit d'une économie dépendante de la production et de l'exportation de produits primaires, telles les ressources minières, énergétiques ou agricoles.

3. « Cepal criticó a Mercosur y Alianza del Pacífico: "la integración regional está yendo para atrás" », *MercoPress*, 19 novembre 2020. [En ligne].

4. *Ibid.*

Une réflexion finale

En résumé, le nouveau contexte régional montre des ajustements dans les espaces d'intégration. Bien que les tensions liées aux divergences politiques ne disparaissent pas, on observe un engagement à préserver la CELAC, la réduction de l'influence du Groupe de Lima et de PROSUR, le rejet des alliances fondées sur des positions idéologiques, la fin de l'exclusion systématique du Venezuela et des indices de projets mettant l'accent sur le développement plutôt que sur les aspects commerciaux. Autrement dit, l'idée de compléter la coopération et le dialogue politique par des projets qui posent les bases du développement de chaînes de production et d'approvisionnement régionaux ; cela conférerait à la région une plus grande capacité de négociation avec les tiers. Parmi les propositions les plus audacieuses figure l'établissement d'une monnaie latino-américaine, le « SUR », annoncé par le candidat à la présidence [et actuel président du Brésil] Luiz Inácio Lula Da Silva.

La pandémie et le désenchantement face à l'absence des États-Unis jusqu'à une phase avancée de l'évolution de la crise sanitaire ont été les facteurs déclencheurs du renouvellement de l'engagement envers une intégration régionale qui, sans ignorer les profondes divergences politiques, met l'accent sur les défis communs qu'il serait difficile de relever individuellement¹.

Le nouveau contexte politique pourrait renforcer l'engagement en faveur d'une intégration plus autonome et axée sur le développement. Cependant, il ne faut pas sous-estimer les limites pour relever les défis que les différentes dimensions de l'intégration exigent. L'intégration passe par la construction de consensus, mais elle va au-delà, car elle

est confrontée au problème des ressources disponibles, dont une partie devra initialement être obtenue grâce à la coopération internationale. Toutefois, la région doit cesser de se considérer comme une victime d'un ordre international injuste, bien que cela soit vrai, et retrouver sa fierté et agir en tant qu'espace ayant une importance stratégique pour ses partenaires.

La transition vers un monde multipolaire comporte des risques, mais elle offre également une opportunité historique exceptionnelle. Pour en profiter, il est tout d'abord nécessaire d'identifier les potentialités internes pour entreprendre des projets communs. Il faut ensuite clarifier les intérêts vis-à-vis des tiers et développer des stratégies pour placer ces intérêts à la table des négociations face à des acteurs avec lesquels les relations sont profondément asymétriques et, par conséquent, susceptibles de reproduire la dépendance. Ce critère est valable tant pour la négociation avec les partenaires traditionnels ayant imposé des relations de subordination que pour les puissances émergentes ; l'idée de diversification vers de nouveaux marchés émergents, notamment dans l'espace eurasiatique, gagne chaque jour plus de terrain.

Les ajustements de la mondialisation, qui entraînent un raccourcissement des chaînes d'approvisionnement et leur régionalisation, comportent le risque que les offres en la matière des États-Unis [*nearshoring* et *friendshoring*]² deviennent un facteur perturbateur pour l'autonomie régionale et l'intégration.

L'autonomie implique de construire les bases de la souveraineté alimentaire, sanitaire, technologique et énergétique dans un modèle de durabilité environnementale. Il faut se montrer ambitieux, tout en sachant que l'intégration est un processus dont la

légitimité requiert des résultats concrets et croissants. Par conséquent, les projets doivent être viables, réalisables et durables à court, moyen et long terme.

La combinaison du nouveau contexte régional et mondial pose des défis et des opportunités qui mettent à l'épreuve la capacité régionale à inverser sa subordination traditionnelle aux puissances mondiales. Cela ne sera possible que depuis une perspective régionale et non nationale. Le coût de la désintégration est la perte d'autonomie, et la conquête de celle-ci passe par l'intégration.

1. C. Marín et L. Regueiro, *op. cit.*

2. [Se réfère respectivement à une relocalisation des chaînes de production dans des pays proches (*nearshoring*) ou des pays « amis » (*friendshoring*).]

Rédaction collective des chercheurs du
Tricontinental Institute

Faire du neuf avec du vieux

La dangereuse offensive des droites en Amérique latine

[Si l'Amérique latine a souvent été associée aux expériences politiques progressistes, les dynamiques qui agitent les droites et extrêmes droites du sous-continent sont beaucoup moins connues. Cet article répond à ce manque et précise, pays par pays, les relations qu'entretiennent ces droites avec les classes dominantes tant nationales que globales. Ces informations sont précieuses pour qui veut s'opposer efficacement à la régression sociale, économique et culturelle que portent les extrêmes droites en Amérique latine et ailleurs.]

* L'article a été publié dans sa version originale espagnole, " Nuevas ropas, viejos hilos; La peligrosa ofensiva de las derechas en América latina " en décembre 2021 sur le site de l'Institut Tricontinental. Il est disponible en ligne. Les phrases ou mots entre crochets constituent des ajouts apportés à la version originale afin d'améliorer la compréhension du texte pour un public francophone. Certains sous-titres sont de la rédaction.

Faire du neuf avec du vieux.

La dangereuse offensive des droites en Amérique latine

Rédaction collective des chercheurs du Tricontinental Institute

Depuis la crise de 2008, le capitalisme mondial a accentué ses tendances antérieures et les a amplifiées. La financiarisation de l'économie s'est accélérée après que les États du Nord (en particulier les États-Unis) aient renfloué massivement les banques d'investissement qui détenaient une part très importante de leur portefeuille en *subprimes*. Cette nouvelle vague de financiarisation a accéléré la croissance de nouvelles bulles et a favorisé de nouvelles multinationales triomphantes : les entreprises de haute technologie et les plateformes. Quant au monde du travail, il continue d'exclure plus de 50% de la population dans les pays capitalistes du Sud¹, avec l'accélération de la délocalisation de la production et des nouvelles chaînes de valeur mondiales dans lesquelles les positions intermédiaires sont toujours occupées par les pays du Nord, à l'exception de la Chine.

Le grand capital oscille entre nouvelles et anciennes droites

Ces processus ont été exacerbés par la pandémie de 2020-2021. Celle-ci a agi comme un catalyseur des tensions économiques accumulées au cours des années précédentes². Elle a surtout révélé le décalage important qui existe entre les dynamiques nationales d'accumulation du capital et les dynamiques mondiales, dominées par le pouvoir des plateformes et des banques d'investissement. Amazon, Meta, Alphabet, Apple, Microsoft, Tesla représentent les grands gagnants de la nouvelle bulle post-2008 et encore plus depuis 2020 et 2021, avec la croissance exponentielle de l'utilisation des plateformes et des outils virtuels. Les grandes entreprises financières (banques, fonds d'investissements, etc.) ont été les véhicules pour allouer les dollars en circulation à ces nouveaux foyers d'accumulation du capital.

1. « Informe Mundial sobre la Protección Social 2020-22 », OIT, 2021. [En ligne].

2. « Coronashock: un virus y el mundo », Instituto Tricontinental de Investigación Social, Dossier N° 28, mai 2020. [En ligne].

La relation entre les nouveaux développements technologiques de la Silicon Valley et les nouvelles droites émergentes est bien connue. Peter Thiel, co-fondateur de PayPal, est un ardent défenseur de l'idéologie de la droite alternative. Les cryptomonnaies et la technologie de la *blockchain* sont promues par le suprémaciste blanc Richard Spencer comme la monnaie des droites alternatives. La PDG d'Oracle, Safra Catz, a largement contribué à la dernière campagne électorale de Donald Trump. Ce sont surtout les secteurs proches des positions néoréactionnaires de Nick Land¹ et d'autres expressions d'une philosophie basée sur l'uchronie², comme celle de Mencius Moldbug³, qui ont renforcé – à partir des nouveaux développements de plateformes, des réseaux sociaux et des cryptomonnaies – les notions anti-étatistes et anti-globalistes qui alimentent les nouveaux mouvements de droite dans le Nord.

Les droites alternatives considèrent que le développement du prétendu capitalisme cognitif⁴ et les développements financiers de la *blockchain* et des cryptomonnaies sont des moyens concrets pour favoriser des logiques d'accumulation de capital privé dans lesquelles les États nationaux ont peu ou pas de pouvoir d'intervention. Les programmeurs de cette nouvelle vague de la Silicon Valley associent les développements des entreprises de haute technologie aux possibilités de résoudre les « problèmes » de la démocratie et de l'intervention de l'État. C'est ce que Cédric Durand appelle

le « consensus de la Silicon Valley »⁵, qui, au-delà de ce petit groupe d'entreprises (les soi-disant startups), vise à construire un discours hégémonique, à produire une nouvelle carte cognitive, qui rend responsable les conservateurs traditionnels du Parti républicain et les démocrates progressistes de la faible productivité, ce qui mènerait selon eux : « (...) à la médiocrité égalitaire, consumériste et multiculturelle »⁶. Cette idéologie s'est diffusée dès 1994 dans la dénommée *charte fondamentale pour l'ère de la connaissance*, élaborée par la Progress and Freedom Foundation⁷. Bien qu'il n'ait pas réussi à contester les brèves années de l'hégémonie néoconservatrice au niveau de l'État, au cours desquelles les faucons du Pentagone ont donné le ton, [une partie] le grand patronat a adopté une position selon laquelle « la Silicon Valley, ou plutôt sa représentation idyllique, est la vitrine du nouveau capitalisme : une terre d'opportunités où, grâce aux startups et à la société de capital-risque, les idées fleurissent librement, les emplois abondent et les développements de haute technologie profitent à la majorité. »⁸

Après l'échec du néoconservatisme et des initiatives mondialistes de Barack Obama, cette opération idéologique – qui se développe depuis les années 1990 – est passée à l'offensive, renforçant son programme politique pendant le gouvernement de Donald Trump. Les 1% les plus riches du monde ont adopté l'idée que la création de valeur dans le capitalisme contemporain est de plus en

1. [Philosophe, écrivain et blogger britannique. Il est un des théoriciens avec Mencius Moldbug du mouvement néoréactionnaire dit des Lumières sombres (NRx), mouvance antidémocratique, antiégalitaire et ultralibérale.]

2. Qualifie un récit fictif qui prend comme point de départ un événement ou un fait historique. Il s'agit d'une forme de réécriture de l'histoire.

3. [De son vrai nom Curtis Yarvin, informaticien et blogger états-unien. Voir note ci-dessus.]

4. Par capitalisme cognitif, nous entendons un mode d'accumulation dans lequel l'objet de l'accumulation du capital est constitué de manière centrale par la connaissance, qui devient la source fondamentale de la valeur, ainsi que le lieu principal du processus de valorisation (Y. Moulier-Boutang, *Cognitive Capitalism*. Malden MA: Polity Press, 2011.)

5. C. Durand, « Tecnofeudalismo. Crítica de la economía digital » Buenos Aires: La Cebra, 2021.

6. L. Raim, « La derecha alternativa que agita Estados Unidos », *Revista Nueva Sociedad* 267, 2017. [En ligne].

7. E. Dyson ; G. Gilder ; G. Keyworth et A. Toffler, « Cyberspace and the American Dream: A Magna Carta for the Knowledge Age », *The progress and freedom foundation*, août 1994. [En ligne].

8. C. Durand, *op. cit.*

plus immatérielle et se trouve dans l'innovation (qu'il s'agisse de la technologie de l'information, de la finance ou de l'obtention de brevets pour développer la production physique). Comme le montre Mariana Mazzucato¹, d'Apple à PayPal, en passant par Goldman Sachs ou Pfizer, la position est claire : ce sont eux qui créent de la valeur, face aux incompetents que sont l'État et les travailleurs pauvres. Cette position est étroitement liée au mouvement néoréactionnaire, qui représente « un mouvement antimoderne et futuriste de libertaires désillusionnés »².

La question principale est donc de savoir dans quelle mesure ces éléments ont été à l'origine des projets de la droite latino-américaine et si cette « idéologie de la Silicon Valley » détermine les revendications et les propositions des classes dominantes dans les pays au sud du Río Bravo. Il convient également de se demander quels liens les nouvelles droites émergentes entretiennent avec les classes dominantes locales. Nous ne pouvons pas répondre de manière définitive à ces questions, néanmoins, nous pouvons proposer quelques hypothèses.

- L'ANTIPOPULISME

Première hypothèse : l'antipopulisme est le principal élément de rassemblement de la grande bourgeoisie latino-américaine. Cette dernière considère les différents projets populaires (qu'elle qualifie avec dédain de populistes) comme ses principaux ennemis. Comme nous l'avons souligné, depuis les années du post-néolibéralisme continental dans la première décennie des années 2000,

la réconciliation entre un capital de plus en plus concentré et les droites politiques se doit à la nécessité de faire face aux gouvernements qui ont émergé de la lutte anti-néolibérale. Cette articulation est devenue de plus en plus étroite, au point de générer des processus novateurs allant de coups d'État « mous » aux coups d'État violents, en passant par diverses formes de coalitions électorales réactionnaires.

Le soutien des grands capitaux de la région aux différentes coalitions et leaders de droite s'est toujours construit en polarisation par rapport au « populisme » : républicanisme contre déclin institutionnel ; liberté de marché contre interventionnisme étatique ; démocratie contre autocratie, entre autres.

Nous observons ainsi une continuité avec les processus actuels. Si nous prenons l'exemple du Brésil, il est évident que la grande bourgeoisie préférerait soutenir Jair Bolsonaro³, que l'on pourrait qualifier de néofasciste, plutôt que de voir revenir au pouvoir un projet populaire dirigé par l'ancien président Lula Da Silva. En général, l'élite économique brésilienne a tendance à soutenir un néolibéralisme plus classique et globaliste, représenté au sein du gouvernement brésilien [de Bolsonaro] par le ministre des Finances, Paulo Guedes. La nouveauté par rapport aux années 1990 réside dans la conciliation entre un programme néolibéral classique sur le plan économique⁴ et le néofascisme de Bolsonaro sur le plan politique. De l'agrobusiness⁵ jusqu'aux banques⁶, de nombreux secteurs soutiennent désormais ouvertement le gouvernement [de Bolsonaro]. Ils sont

1. M. Mazzucato, « El valor de las cosas. » Madrid : Taurus, 2019.

2. L. Raim, *op. cit.*

3. A. Taglioni, « El mercado evalúa acercarse a Bolsonaro ante la posibilidad de un triunfo de Lula », *La política online*, 21 septembre 2021. [En ligne].

4. L. Filgueiras, « As classes dominantes e o governo Bolsonaro », *Le Monde Diplomatique Brasil* 163, 1 février 2021. [En ligne].

5. « Bolsonaro e Tereza Cristina recebem bancada do agronegócio no Planalto », *Poder360*, 6 octobre 2021. [En ligne].

6. O. Contente, « Bolsonaro governa para os bancos, ilhas de prosperidade em meio ao caos econômico », *SEEBRIO*, 8 février 2021. [En ligne].

unis dans leur crainte du retour d'un gouvernement populaire. Si le bloc réactionnaire au Brésil ne parvient pas à empêcher ce retour, il est prêt à mettre en œuvre toutes les réformes structurelles régressives possibles afin de détruire les capacités déjà réduites de l'État. La bourgeoisie brésilienne n'a ainsi pas de projet alternatif, elle maintient le cap néolibéral sur le plan économique et balaye sous le tapis les excès fascistes de Bolsonaro.

De la même manière, la grande bourgeoisie argentine a opté pour une position antipopuliste dès l'investiture de Néstor Kirchner à la présidence en 2003, prenant des mesures de plus en plus fermes pour concrétiser un projet visant à remplacer les gouvernements péronistes¹. L'objectif a été atteint avec la victoire de Mauricio Macri aux élections de 2015. Bien que cette coalition ait le parfum de la nouvelle droite, elle était en fait plus proche d'une droite conservatrice, républicaine, colonialiste et oligarchique que d'une droite prospérant sur le politiquement incorrect, l'antiétatisme extrême, la mobilisation politique et le nationalisme réactionnaire.

En 2015, l'Association des entrepreneurs argentins (l'association la plus influente parmi les associations patronales du pays), les grands acteurs de l'agrobusiness (qui s'expriment au sein de la Société rurale argentine et d'autres entités) et les grands groupes opérant dans l'Union industrielle argentine ont soutenu sans réserve la campagne électorale de Macri et ses politiques qui pourtant, en termes de rentabilité pure, ne leur ont pas été si profitables. La nécessité de maintenir une politique néolibérale restant la priorité principale « face à la menace populiste »².

1. [Le péronisme est un mouvement politique argentin basé sur les idées et l'héritage de l'ancien président Juan Perón. Le péronisme a joué un rôle important dans l'histoire politique de l'Argentine depuis le milieu des années 1940, la majorité des présidents depuis lors provenant de ce courant. Les péronistes défendent les politiques de justice sociale et de nationalisme économique de Juan Perón, dans des proportions variables.]

2. F. Cantamutto et E. López, « Voces que gritan fuerte: posiciones del bloque de poder durante el gobierno de Cambiemos », *Revista Mediações* 24; 1. Universidad Estadual de Londrina, 2019.

3. [Au vu des primaires qui ont eu lieu en août 2023, où Javier Milei a obtenu le meilleur score, les choses pourraient changer rapidement.]

La grande bourgeoisie argentine s'oppose ainsi clairement au gouvernement du président Alberto Fernández et de la vice-présidente Cristina Fernández. Elle soutient en grande partie la coalition de droite et de centre-droit à laquelle appartient l'ancien président Mauricio Macri. Le phénomène de la nouvelle droite, dont la principale référence est Javier Milei, n'a actuellement pas d'influence notable sur la bourgeoisie³. Le capital, avec toute sa tradition oligarchique, préfère actuellement les conservateurs néolibéraux aux ultralibéraux et aux anarcho-capitalistes.

Ces exemples montrent que les classes dominantes de notre région se trouvent à un carrefour : continuer à soutenir un modèle de démocratie bourgeoise en crise ou passer à une forme autoritaire de gouvernement. Dans tous les cas, le point d'accord reste un programme économique antipopulaire ; la variable d'ajustement étant le niveau de violence politique accepté, non le niveau de violence économique.

- UNE NOUVELLE DROITE, UNE MÊME POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Une deuxième hypothèse, liée à la précédente, est que la nouvelle droite n'a en réalité pas de programme économique qui puisse être adopté par les principales forces du capital. Concrètement, l'essentiel des mesures de politique économique des gouvernements considérés comme de « nouvelle droite », tels que Bukele au Salvador et Bolsonaro au Brésil, peuvent être qualifiées de radicalisation du Consensus de Washington plutôt que d'initiatives novatrices basées sur l'économie de la connaissance, la révolution 4.0 ou l'adoption des principes

de l'école autrichienne. Les mesures macroéconomiques soutenant ces projets, comme celles mises en œuvre par Sebastián Piñera au Chili, Mauricio Macri en Argentine ou celles menées par Lacalle Pou en Uruguay, sont inspirées par le programme néolibéral. Cependant, ce dernier montre des signes d'épuisement, de sorte que les sympathies du patronat envers les formes néoréactionnaires et les droites alternatives se renforcent chaque jour.

Le seul cas que l'on pourrait peut-être considérer comme un balbutiement vers la production de nouvelles formes d'une économie politique réactionnaire adaptée aux temps présents concerne l'adoption du bitcoin comme monnaie légale au Salvador. Avec une rare radicalité, le président emblématique de la « néoréaction » en Amérique latine a promu cette loi qui a été approuvée par la majorité de son parlement. Cependant, cette politique présente un risque d'instabilité très important car la conversion libre de dollars en bitcoins peut entraîner des effets spéculatifs généralisés en raison de la volatilité des cryptomonnaies¹. Le Salvador a déjà une politique monétaire atrophée en raison de la dollarisation de son économie. En outre, l'adoption du bitcoin comme monnaie légale est un pas de plus vers la privatisation de l'émission monétaire. Priver l'État de toute capacité d'intervention ou de régulation monétaire est l'un des grands rêves néoréactionnaires qui semble devenir réalité dans ce pays d'Amérique centrale.

Ainsi, à l'exception du saut vers l'inconnu des cryptomonnaies de Nayib Bukele, les propositions de politiques économiques des droites de la région sont assez proches des programmes néolibéraux classiques. La grande bourgeoisie les défend et les soutient pour s'opposer à tout programme populaire. En fin de compte, on peut dire que les différents partis de droite sont surtout unis par la haine des classes populaires.

1. BBC Mundo, Redacción. « Bitcoin: El Salvador se convierte este martes en el primer país del mundo en adoptar la criptomoneda como divisa de curso legal », *BBC Mundo*, 7 septembre 2021. [En ligne].

- UN CAPITAL RÉGIONAL TOUJOURS PLUS SOUMIS AU CAPITAL INTERNATIONAL

Troisième hypothèse : l'écart entre la logique d'accumulation du capital et les projets politiques des classes dirigeantes se creuse. La dynamique d'accumulation de la révolution 4.0 et la financiarisation extrême subordonnent plus que jamais les classes dominantes des pays de la périphérie aux impératifs du capital mondial. La réponse de ces classes dominantes, qui veulent survivre à la concurrence mondiale et à une économie qui tend de plus en plus vers un techno-féodalisme, est de reprendre et de renforcer l'agenda de la réforme néolibérale. Cependant, cet agenda ne bénéficie plus du soutien populaire comme ce fut le cas au cours de la dernière décennie du XXe siècle. Pour ces raisons, les bourgeoisies des pays de la périphérie latino-américaine oscillent entre un soutien explicite aux gouvernements de la droite traditionnelle et une sympathie croissante envers les secteurs encore marginaux de la nouvelle droite, qui promettent de nouveaux discours, de nouvelles utopies réactionnaires et de nouvelles formes de mobilisation pour soutenir une refondation capitaliste.

Un élément clé de ce débat est de savoir dans quelle mesure la dynamique d'accumulation du capital mondial et national a aujourd'hui besoin de la démocratie bourgeoise ou si elle peut s'en passer.

La droitisation de la frontière discursive

L'offensive menée au cours de la dernière décennie par les secteurs dominants de la région se déploie en grande partie sur le terrain de la lutte pour le sens commun. Voyons comment se forment de nouvelles frontières discursives à partir de l'action des droites.

Comme nous l'avons signalé, dans notre région, cette offensive se constitue principalement comme une réaction aux gouvernements progressistes et aux processus d'extension des droits qui ont eu lieu au cours des deux dernières décennies. Ici, la diabolisation émerge comme l'objectif ordonnateur et le thème de la corruption comme l'un des axes discursifs prioritaires.

Si l'offensive des années 1990 s'est développée au nom d'une utopie centrée sur le marché, qui projetait les logiques de rentabilité et d'efficacité comme mode d'organisation de nos sociétés, de leur modernisation et de la résolution des problèmes des anciens États providence, cette nouvelle offensive ne peut pas se nourrir de cet optimisme. Après les crises économiques, l'essor des manifestations contre le modèle néolibéral et l'émergence de gouvernements favorables à l'inclusion sociale, les secteurs dominants ont relancé leur projet à partir d'un double changement discursif.

D'une part, au-delà du récit abstrait et triomphaliste sur les bienfaits du marché, on explore les origines de la doctrine néolibérale pour aboutir à une version caractérisée par un personnage primordial : l'homme d'affaire entreprenant. D'autre part, la dichotomie entre liberté-démocratie vs autoritarisme est maintenue, dans ses variantes antipopulistes et/ou anticommunistes, selon le pays en question.

Face à l'affaiblissement de l'utopie mercantile, l'horizon est davantage placé dans un âge d'or passé – généralement lié à un ordre oligarchique et libéral – plutôt que dans un avenir à construire. C'est pourquoi cette offensive se déploie en grande partie au nom d'institutions et de valeurs traditionnelles –

la famille et du rôle « naturel » des hommes et des femmes, jusqu'à l'armée ou même à la religion – qui viennent donner un sens à cette nouvelle croisade.

Cela étant dit, trois aspects caractérisent cette réaction conservatrice en ce qui concerne les stratégies de communication et les processus de construction discursive, et qui, dans une certaine mesure, sont identifiables à l'échelle continentale.

- CONSPIRATIONNISME, « PASSIONS TRISTES » ET DISPOSITIFS RÉPRESSIFS

Premièrement, on retrouve les théories conspirationnistes et les récits centrés sur l'image de l'avancée pernicieuse de la gauche, qui serait portée par une entité supranationale. Cela implique la construction d'un ennemi externe et puissant, qui rappelle le discours anticommuniste de la Guerre froide. Cet ennemi peut être incarné par un gouvernement (Cuba, Venezuela), un dirigeant (Lula, Maduro, Morales) ou un espace de discussion (Forum de São Paulo¹, Groupe de Puebla²). Cette construction discursive trouve davantage d'échos parmi les acteurs liés aux forces armées, mais pas exclusivement. La pandémie de COVID-19 s'est révélée comme étant un contexte propice à l'apparition de cette théorie complotiste, une période dans laquelle cette matrice conspirative est apparue dans d'autres discours. Ainsi, les figures politiques fortes qui incarnent le salut ou la protection face au danger, deviennent une solution à cette menace.

Deuxièmement, la possibilité de mobiliser les citoyens autour d'une utopie mercantiliste capable d'offrir un avenir meilleur s'étant affaiblie, l'appel aux « passions tristes »³ devient une ligne d'action stratégique. La défense de la liberté individuelle

1. [Le Forum de São Paulo est une organisation qui rassemble des partis politiques et des organisations de gauche d'Amérique latine et des Caraïbes. Il a été créé en 1990 à l'initiative du Parti des travailleurs du Brésil.]

2. [Le Groupe de Puebla est un forum de discussion pour personnalités et intellectuels progressistes d'Amérique latine et Caraïbes. Fondé en 2019, il se donne comme objectif de penser des politiques d'État et de développement progressistes.]

3. Les passions tristes se réfèrent, selon Spinoza, à l'exploitation chez les individus de tout ce qui les sépare du bien-être et favorise la haine. Antonio Gramsci les oppose aux passions politiques, qui visent une volonté collective et transformatrice.

et de la propriété privée apparaît comme le noyau dur d'un bon sens qui se retrouve également dans des perspectives hyperindividualistes. En termes de communication, toutes les techniques sont bonnes pour encourager l'indignation : campagnes de diffamation, *fake news*, messages ciblés en fonction des publics. Sur ce point, les exemples ne manquent pas. Une fois de plus, les cas du Brésil et de la Colombie¹ sont emblématiques en raison de l'intensité avec laquelle ces actions sont menées et parce qu'ils ont servi de référence pour d'autres contextes.

En troisième lieu, nous sommes face à une réaction conservatrice qui justifie et réaffirme les politiques néolibérales sur le plan économique et social, tout en plaçant le problème de l'insécurité au centre des débats. Ainsi, on encourage les pratiques punitives et la répression. La défense de la liberté en tant que principe d'épanouissement individuel et collectif va de pair avec le contrôle, l'augmentation des peines de prison et le renforcement des forces de sécurité. Ces dispositifs permettent une répression accrue de la criminalité contre la propriété privée et une criminalisation croissante de la mobilisation sociale.

Un bref rappel concernant certains pays de la région nous permettra de comprendre comment ces stratégies et formes discursives apparaissent de manière transversale et récurrente.

La Guerre froide péruvienne

Le Pérou traverse une crise politique profonde² dont l'une de ses manifestations les plus notoires est la fragmentation du système des partis politiques et l'existence de leaderships tout aussi fragmentés³. Le camp de la droite a ses espaces de convergence, mais il se caractérise également par son hétérogénéité. On y retrouve des secteurs que l'on peut définir comme des libéraux plus classiques, d'autres plus populistes, des secteurs avec des racines nationalistes et aussi des droites extrêmes. Il y a des partis traditionnels et des nouveaux, des forces qui ont émergé du fujimorisme⁴ ainsi que des groupes moins institutionnalisés qui s'expriment principalement sur les réseaux sociaux et à travers l'action directe.

Suite au second tour de l'élection présidentielle de juin dernier (2021), on constate que Keiko Fujimori⁵ (Fuerza Popular) a obtenu le soutien de secteurs opposés au régime dirigé par son père dans les années 1990. Ce virage a été fortement soutenu par l'écrivain Mario Vargas Llosa⁶, personnalité publique de poids. Dans une chronique publiée quelques jours après le premier tour, le prix Nobel n'a pas mâché ses mots en associant Pedro Castillo à l'idée d'une « dictature communiste » qui renforcerait la pauvreté dans le pays.

Il convient de souligner que l'anticommunisme est un thème central du discours des droites péruviennes. Un discours qui s'est renforcé en raison de deux facteurs : la revitalisation à l'échelle continentale d'un récit conspirationniste rappelant la Guerre

1. « La cuestionable estrategia de campaña del No » *El Espectador*, 6 octobre 2016. [En ligne].

2. [On se réfère ici à la situation préalable au coup d'État contre Pedro Castillo de décembre 2022.]

3. L. Capote, « Y Perú despertó. Crisis institucional, movilización antineoliberal y propuesta constituyente », *OBSAL, Tricontinental*, 15 décembre 2020. [En ligne].

4. [En référence à l'ex président Alberto Fujimori, président du Pérou de 1990 à 2000.]

5. Fille d'Alberto Fujimori.

6. M. Vargas Llosa, « Asomándose al abismo », *La Terecera*, 17 avril 2021. [En ligne].

froide et l'étonnante percée électorale de Castillo¹. En effet, au Pérou, depuis les années 1990, suite à la politique répressive de l'État fujimoriste qui a ciblé en priorité l'organisation du Sentier Lumineux², cet anticommunisme a été associé au terrorisme et s'est appliqué à l'ensemble de la gauche et du mouvement social en général³.

D'un autre côté, dans un autre groupe de la droite plus proche de l'armée, le député de Renovación Popular, le vice-amiral Jorge Montoya affirmait à l'approche du second tour que le Pérou devait choisir entre : « vivre en démocratie ou vivre sous le communisme ». Il a associé la performance de Castillo à un « plan du Forum de São Paulo » et a déclaré : « Nous avons besoin d'une alliance entre les partis de droite de tout le continent pour arrêter l'avancée du communisme. »⁴

Fujimori, quant à elle, a qualifié Castillo d'instigateur d'une haine de classe qui accentuerait la fracture entre les Péruviens et s'est présentée comme la « sauveuse » et la garante de « l'unité nationale »⁵.

Ces discours se sont complétés pour construire un ennemi auquel on ne reconnaît aucune légitimité pour représenter des pans importants de la population. Ils ont aussi donné plus de force à des groupes qui, avec un discours encore plus radical, en sont venus à agresser physiquement les partisans de Castillo. Parmi ces groupes, on peut citer la

Coordinadora Republicana⁶ et La Resistencia⁷. Ces groupes sont très actifs sur les réseaux sociaux, bénéficient d'une couverture médiatique et organisent des rassemblements pour dénoncer des journalistes et des fonctionnaires. Ils prônent l'anticommunisme, entretiennent des liens avec des secteurs religieux fondamentalistes et défendent les valeurs de la « famille traditionnelle ».

Le projet néoréactionnaire au Salvador

Comme nous l'avons mentionné, Nayib Bukele, président du Salvador depuis deux ans et demi [en 2021], représente l'une des grandes nouveautés de la droite continentale. Son accession au gouvernement et son profil ne peuvent se comprendre que dans le contexte d'une profonde crise de légitimité des partis qui se sont succédé au pouvoir depuis les Accords de paix de 1992, l'Alliance Républicaine Nationaliste (l'ARENA)⁸ et le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (FMLN)⁹. Avec une communication politique qui rappelle clairement le style de Donald Trump, les actions de son gouvernement et ses principales mesures visent le renforcement de son leadership.

Sa politique repose sur trois piliers symboliques bien définis. Premièrement, le questionnement systématique du bipartisme en place. Il qualifie les dirigeants politiques de « toujours les mêmes »

1. José Pedro Castillo Terrones, syndicaliste péruvien, devenu président le 28 juillet 2021.

2. [Parti communiste fondé dans les années 1970, passé à la clandestinité et à la lutte armée, en particulier dans les années 1980 et 1990.]

3. L. Capote, *op. cit.*

4. J. Álvarez Solís, « Jorge Montoya, congresista de Renovación Popular: "Perú decide si quiere vivir en democracia o en comunismo" », *La Gaceta*, 6 juin 2021. [En ligne].

5. « Castillo se reunió con Pepe Mujica y Keiko volvió a pedir "salvar a Perú del comunismo" », *Nodal*, 4 juin 2021. [En ligne].

6. C. Bedoya, « La cabeza política del complot contra Vizcarra », *La Mula.Pe*, 14 septembre 2021. [En ligne].

7. Perú21, Redacción. « La Resistencia: la radiografía de un grupo violento » *Perú21*, 18 juillet 2021. [En ligne].

8. [Alliance Républicaine Nationaliste (ARENA), parti de droite créé en 1981 par un militaire salvadorien. Le parti a gouverné le pays de 1989 à 2009.]

9. [Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (FMLN) créé en 1980 comme coordination des organisation politico-militaires de gauche dans la guerre civile au Salvador. Depuis les accords de paix de 1992, le FMLN est devenu un parti politique. Il a gouverné le pays entre 2009 et 2019.]

et/ou de « corrompus »¹. Il a même qualifié la guerre civile et les Accords de paix de « farce »². Deuxièmement, Bukele se présente comme étant capable de contrôler l'insécurité et de mettre en échec le crime organisé, principalement incarné par les *maras*, terme qui désigne les gangs dans le pays. Pour ce faire, son Plan de Contrôle Territorial est l'outil juridique permettant d'augmenter le budget alloué à cette problématique et de militariser la société. Troisièmement, il propage l'image d'homme fort, de jeune politicien et d'entrepreneur à succès. Politiquement incorrect (conformément aux principes de la droite alternative américaine) et sans formalisme, il intègre également une dimension religieuse. Il se présente comme le garant du changement.

Un autre trait caractéristique qui le place comme représentant de la droite émergente réside dans sa capacité à combiner l'utilisation des réseaux sociaux et certaines actions relevant de grandes démonstrations de force, qui opèrent aux limites des institutions démocratiques. À cet égard, certains faits sont très évocateurs.

Au début de l'année 2020, Bukele a invoqué l'article 167 de la Constitution qui habilite le pouvoir exécutif à convoquer le Parlement pour qu'il se prononce sur une seule question. Dans ce cas, il s'agissait d'un prêt de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) pour financer la Phase III du Plan de Contrôle Territorial. Face au refus de la majorité des législateurs d'ARENA et du FMLN d'assister à la session, Bukele a fait occuper l'Assemblée législative par l'armée et a appelé

ses sympathisants à se rassembler à l'extérieur du bâtiment. Après un discours intense dans lequel il qualifiait les législateurs de criminels, le président est entré au Parlement et, devant les sièges vides, a prié³. En sortant, il a déclaré que Dieu lui avait demandé de faire preuve de patience et a annoncé qu'il donnait aux parlementaires un délai d'une semaine pour approuver le prêt, ce qui fut finalement le cas avec la seule opposition du FMLN.

Le 1er mai 2021, la nouvelle composition de l'Assemblée législative entre en fonction et approuve, lors de sa première session, la destitution des membres de la Chambre constitutionnelle et du procureur général de la République, en contournant les mécanismes prévus par la Constitution. Ils sont remplacés par des fonctionnaires proches du président⁴. Bukele a justifié ces actions en arguant qu'elles faisaient partie d'un processus d'assainissement du système politique et judiciaire que son leadership avait apporté. Cela lui a valu des réactions internationales, en particulier des tensions avec le gouvernement des États-Unis, qui a demandé à Bukele de revenir sur cette mesure⁵. Face à cette situation, le président salvadorien a présenté une nouvelle dimension caractérisée par le pragmatisme en appelant à la souveraineté nationale. Bukele a ainsi délaissé le discours présentant les États-Unis comme leur principal allié, au profit d'un discours portant sur l'ingérence dont souffre son pays. En outre, le gouvernement salvadorien a souligné l'importance de la livraison de vaccins en provenance de Chine et de la coopération avec le géant asiatique⁶.

1. N. Chaves García et E. De Gori, « Nayib Bukele: las ansias por la centralidad del poder », *CELAG*, 19 mars 2020. [En ligne].

2. ContraPunto. « Presidente Bukele visita caserío El Mozote » *ContraPunto*, 19 décembre 2020. [En ligne].

3. N. Chaves García et E. De Gori, « Nayib Bukele: entre los militares y Dios », *CELAG*, 12 février 2020. [En ligne].

4. Instituto Tricontinental de Investigación Social. « Atravesando la nueva ola. Cambios, continuidades y disputas en la situación política continental ». *Informe Obsal 12*. Mas -mai 2021. [En ligne].

5. NODAL. « Enviado especial de EE. UU. pide restituir a jueces y Bukele dice que la decisión es "irreversible" », *Nodal*, 13 mai 2021. [En ligne].

6. Gobierno de El Salvador, « El Salvador recibe trato preferencial de la República Popular China con otro envío de 500.000 vacunas anti-COVID-19 », *Gobierno de El Salvador*, 18 mai 2021. [En ligne].

L'ancien et le nouveau en Uruguay

Ce pays fait actuellement une expérience inédite d'un gouvernement de coalition rassemblant l'ensemble du spectre politique à la droite du Frente Amplio (centre-gauche)¹. Cette coalition dite « Coalición Multicolor » est composée des deux partis traditionnels (Colorado et Nacional) ainsi que d'autres forces de moindre envergure. Parmi celles-ci, se distingue le Cabildo Abierto, dont le principal leader est le général à la retraite Guido Manini Ríos. Ce nouveau parti a créé la surprise lors des élections de 2019 en obtenant une représentation à la Chambre des députés et au Sénat.

Les principales actions du gouvernement dirigé par Luis Lacalle Pou et le discours de sa coalition s'appuient sur des éléments de l'idéologie libérale classique et sur d'autres qui remettent à jour les postulats du néolibéralisme. En outre, on trouve une série de discours répressifs et d'autres expressions diabolisant la gauche, allant même jusqu'à légitimer le rôle des dictatures militaires des années 1970.

L'hégémonie du Parti Nacional dans la coalition, avec à sa tête le président Lacalle Pou, est indéniable. Cela donne au gouvernement un profil de centre-droit, clairement pro-entreprises, se présentant comme moderne et gestionnaire. La communication de Lacalle Pou accorde une place centrale aux réseaux sociaux et n'hésite pas à minimiser son propre rôle à la tête de l'exécutif afin de construire une image « proche » du peuple, une stratégie qui avait été utilisée pour construire le profil public de l'ancien président argentin, Mauricio Macri.

Dans ce contexte, les caractéristiques les plus clairement réactionnaires de la coalition sont reléguées à un rôle subordonné, mais non moins importantes pour autant. En réalité, le simple fait que Cabildo Abierto ait obtenu une représentation parlementaire et soit devenu un parti gouvernemental, légitime ses positions et oblige ses partenaires majoritaires à faire de la place, par convenance ou conviction, à une partie d'entre elles.

Le discours officiel se construit autour d'une cible particulière, plus ou moins explicite : les trois gouvernements du Frente Amplio. L'un des axes centraux du discours officiel est la liberté et la libéralisation économique comme vecteur de progrès économique. À cela s'ajoute le principe d'efficacité fiscale, qui constitue également l'un des principaux thèmes de la construction de cette identité anti-frentiste. Ces éléments se retrouvent dans les critères de gestion de la pandémie et sont visibles dans le discours que Lacalle Pou a prononcé devant l'Assemblée générale (députés et sénateurs) un an après son investiture, en mars 2021². Dans cette allocution, il a mis en avant la liberté « comme élément central de la vie d'une personne » et comme « un phare nécessaire pour toute action du dirigeant ». Dans ce cadre, il a souligné la stratégie consistant à « appeler à la liberté responsable » comme principal outil pour faire face à la pandémie, un principe associé à la prérogative de « préserver les ressources pour prendre soin des gens »³. Lacalle Pou a également fait de la réalisation des objectifs fiscaux qu'il s'était fixés « sans augmenter les impôts », un autre de ses grands chevaux de bataille.

L'autre grand axe discursif, également matérialisé dans les actions du gouvernement, est celui de la sécurité. En effet, dans la première partie de son

1. [Le Frente Amplio est un mouvement politique fondé en 1971 et regroupant plusieurs partis politiques de gauche et de centre-gauche. Le Frente Amplio a gouverné l'Uruguay de 2004 à 2019.]

2. « Discurso de Lacalle Pou a un año de asumir: anuncios, balance y "la necesidad de flexibilizar el Mercosur" », *Nodal*, 3 mars 2021. [En ligne].

3. P. Álvarez, « Uruguay: un año de Lacalle y su coalición de derechas », *CELAG*, 1 mars 2021. [En ligne].

mandat, la coalition gouvernementale a promu l'adoption de la Loi de Considération Urgente (LUC), qui a été approuvée et qui a entraîné des réformes substantielles dans ce domaine. Lacalle Pou lui-même soulignait lors de son discours de bilan le fait que cette loi élargissait les conditions d'application de la « légitime défense », déclarait illégitimes les piquets de grève, augmentait les peines pour trafic de drogue et créait le délit de résistance à l'arrestation. Autant de mesures qui s'ajoutent à ce qu'il a qualifié de « changement majeur d'attitude vis-à-vis du soutien au travail de la police »¹.

Dans ce sens, les près de cinq cents articles de la LUC résumant bien la vision défendue par la coalition de droite au pouvoir en Uruguay : l'insécurité comme problème central et la solution par la voie répressive, c'est-à-dire l'augmentation des peines et un soutien juridique accru aux forces de sécurité ; la dérégulation de l'activité économique et l'austérité fiscale ; l'affaiblissement du rôle du secteur public dans la production de biens et de services et la concentration des pouvoirs auparavant décentralisés entre les mains de l'exécutif ; enfin, l'affaiblissement des travailleurs face aux employeurs et la criminalisation de la mobilisation sociale.

L'Argentine et l'antipopulisme du XXI^e siècle

Dans le cas argentin, il est très clair que l'offensive discursive et les actions des secteurs dominants apparaissent essentiellement en réaction à l'élargissement des droits promus par les gouvernements kirchnéristes² et au processus d'intégration régionale entre gouvernements progressistes et populaires qui a eu lieu au cours des quinze premières années de ce siècle. En outre, cette offensive

est également liée à l'aggravation des problèmes économiques structurels et aux limites que l'expérience kirchnériste a montrées dans la création de son projet politique « post-néolibéral ».

La dernière décennie s'est caractérisée par la mise en place croissante d'un agenda basé sur deux axes majeurs que nous avons mentionnés comme faisant partie de l'agenda des chefs d'entreprise : la lutte contre l'« autoritarisme », l'insécurité, la corruption et le processus de libéralisation/dérégulation de l'économie. Les élites économiques, les factions traditionnelles du système politique et les nouvelles formations politiques, ainsi que les principaux médias, ont convergé dans un cycle de confrontations croissantes, dans lequel ils ont même réussi à ranger sous leurs étendards des pans importants des classes moyennes et supérieures des grandes villes et des zones rurales les plus prospères. Le déploiement de ce bloc social a créé les conditions propices à l'avènement d'un nouveau sentiment réactionnaire.

Sur le plan strictement politique, deux éléments méritent d'être soulignés. En 2015, la coalition dirigée par Mauricio Macri et son parti PRO est arrivée au pouvoir ; une force qui, depuis sa création – et lorsqu'elle a gouverné la ville de Buenos Aires – a adopté un profil de « droite moderne », évitant les grands débats idéologiques et s'alimentant principalement du lexique du management politique. À partir de 2015, le PRO et ses principaux dirigeants ont développé un agenda et des discours proches d'une droite classique, les combinant avec des modes d'intervention qui repoussent les limites du politiquement correct. Depuis 2019, une fois écarté de la présidence et en pleine pandémie, ce processus n'a fait que se renforcer au sein du parti.

1. « Discurso de Lacalle Pou a un año de asumir: anuncios, balance y "la necesidad de flexibilizar el Mercosur" », *Nodal*, 3 mars 2021. [En ligne].

2. [Du nom de l'ex président Néstor Kirchner, devenu président après la profonde crise économique et politique initiée en 2001.]

Le deuxième élément à souligner est l'émergence de formations à droite du PRO caractérisées par l'adoption du politiquement incorrect comme style distinctif, s'inspirant des préceptes des droites alternatives étatsuniennes et européennes. Dans l'univers de cette « droite de la droite », nous trouvons deux pôles. D'un côté, celui qui a comme référence les économistes libéraux José Luis Espert et Javier Milei, élus députés en novembre 2021. De l'autre, un pôle plus lié au catholicisme nationaliste et à l'évangélisme conservateur, dirigé par des figures ayant une expérience passée au sein du PRO, et qui pour l'instant a moins de visibilité.

Malgré son influence grandissante, la présence de cette droite radicale sur la scène politique locale est davantage marquée par sa capacité à influencer les débats sur certains sujets et par l'effet qu'elle a sur la performance électorale de l'alliance majoritaire, plutôt que par sa propre représentation institutionnelle. Comme mentionné précédemment, à l'heure actuelle, le grand patronat ne voit pas ces groupements comme une alternative viable.

Toutes ces droites se rejoignent sur une série de stratégies et de pratiques mais se différencient sur d'autres. Elles partagent un agenda centré sur deux thèmes principaux : la « sécurité » et l'« antipopulisme ». Face à l'« insécurité », elles construisent un discours punitif de plus en plus xénophobe, en particulier à l'égard des travailleurs exclus de l'emploi formel. Ce discours vise à légitimer et élargir les marges d'action des forces de sécurité, en désignant des « coupables », comme on désignait jadis des ennemis intérieurs contre lesquels on chercherait à infliger légitimement la violence de l'appareil répressif. Ces coupables peuvent être, selon les circonstances, les pauvres, les immigrés ou les peuples autochtones.

Historiquement, ces droites s'efforcent d'associer le terme « populisme » à d'autres termes péjoratifs

tels que « corruption » et « autoritarisme ». Nouvelle particularité cependant : l'incorporation du terme « privilèges » dans cet amalgame. Le « populisme » est également présenté comme synonyme de clientélisme et d'assistanat, et sur cette base, une distinction est établie entre ceux qui reçoivent l'aide de l'État et les citoyens ordinaires qui « travaillent et paient leurs impôts ». Ainsi, la droite s'approprie la dénonciation des privilèges qui a traditionnellement fait partie du répertoire des gauches, pour pointer du doigt les avantages d'une partie des travailleurs. Ce faisant, elle fait appel à un sens commun lié à l'effort individuel et aux critères méritocratiques pour délégitimer l'idée même de droits universels (emploi, logement, alimentation) et d'organisation collective.

À ce discours commun, il faut ajouter un élément qui, bien qu'opérant en arrière-plan, est très significatif pour le cas argentin : la remise en cause de la légitimité des organismes de défense des droits humains contre l'impunité des crimes de la dictature militaire. En effet, les variantes de la droite locale, à commencer par les plus grands représentants du PRO, ont tendance à lier ces organismes à la corruption et, bien qu'ils n'aillent pas jusqu'à se revendiquer explicitement en faveur du terrorisme d'État comme c'est le cas dans d'autres pays, ils font preuve d'un silence complice vis-à-vis des expressions négationnistes.

Par ailleurs, les formations les plus radicales se différencient par certaines pratiques discursives fondamentales. D'une part, il existe un discours spécifique qui résulte de la combinaison de trois éléments : la figure du nouvel outsider du système politique, l'idée que le véritable antagonisme se situe entre le peuple ordinaire et les politiciens, et peut-être le plus important, la nécessité d'une force antisystème. D'autre part, c'est dans le discours de la nouvelle droite, celui qui a obtenu la plus large diffusion médiatique et de meilleurs résultats

électorales, que les prémisses de l'ultralibéralisme économique sont les plus profondes. La critique de toute régulation économique, l'idée d'abolir les impôts et l'appel à réduire l'État à son expression minimale constituent les piliers d'un récit qui se diffuse au nom de la liberté, mais qui, dans les faits, plaide pour des gouvernements autoritaires.

En outre, cette construction discursive se caractérise par un mélange de la référence classique à un âge d'or, qui, pour ce qui est de l'Argentine, se situe à la fin du XIXe siècle sous le régime oligarchique, avec l'allusion à une « utopie libérale » comme projet d'avenir. Cette position est très proche du canon néoréactionnaire de *L'illumination obscure* de Nick Land¹, une uchronie réactionnaire basée sur un progrès vers l'individualisme, avec une logique anti-égalitariste et où les formes de gouvernement monarchiques et excluantes feraient leur retour.

Le Brésil piégé entre néolibéralisme et néofascisme

À première vue, le Brésil apparaît comme l'un des laboratoires de la nouvelle droite. Comment comprendre la contradiction entre un programme économique néolibéral classique et les dérives qu'il produit dans le système politique brésilien sous Jair Bolsonaro ? Nous pouvons analyser ce processus comme faisant partie d'une tension discursive qui ne semble pas clairement résolue. Alors que les représentants du grand capital s'inscrivent dans le discours néolibéral, valorisent ses institutions et avancent concrètement sur des projets mondialistes, le président intensifie ses dérives rhétoriques néofascistes. Nous examinons ici trois exemples concrets de ces éléments discursifs.

Tout d'abord, dès son mandat parlementaire et davantage encore en tant que président, Bolsonaro adopte une position hostile au Parti des Travailleurs, anticommuniste et discriminatoire envers les positions de gauche, qui rappelle ce que nous avons déjà évoqué précédemment par rapport à Keiko Fujimori au Pérou. Il associe Lula da Silva et la gauche en général à un projet continental issu du Forum de São Paulo qui trouverait son expression la plus évidente dans [la supposée faillite] du « castro-chavisme ».

Ensuite, son discours montre clairement une tentative croissante d'outrepasser l'État de droit. Au moment de la destitution de Dilma Rousseff, Bolsonaro a dédié son vote en faveur de son limogeage au colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, responsable d'un centre de répression pendant les années de la dictature militaire, en le qualifiant de « héros national »². Depuis lors, les déclarations célébrant la dictature militaire brésilienne se sont multipliées, ce qui laisse entrevoir le côté profondément antidémocratique et politiquement incorrect qui a réussi à exprimer l'inexprimable et à déplacer la frontière discursive un peu plus à droite.

Enfin, le président brésilien a cherché par tous les moyens à s'associer aux grands acteurs de la droite alternative aux États-Unis. Pendant les années de gouvernement de Donald Trump, il a exprimé son soutien à maintes reprises et a participé à des rencontres avec les regroupements de la droite mondiale. Son alignement sur les États-Unis [de Donald Trump] va à l'encontre de la faction la plus pragmatique du gouvernement qui voit dans l'agenda du mondialisme une opportunité.

Pour des raisons d'espace, nous n'approfondissons pas ces éléments ici, mais du point de vue des formations discursives, nous pouvons situer les interventions de Bolsonaro dans un agenda

autoritaire, antipopulaire et répressif qui renvoie en grande partie aux positions classiques des droites putschistes latino-américaines ; nous pourrions ainsi dire que sa figure incarne une position néofasciste. Cependant, dans le cas du Brésil, en raison des tensions qui se développent au sein de la bourgeoisie brésilienne et même dans les hautes sphères militaires, il n'est pas possible de qualifier l'ensemble du gouvernement de néofasciste. Si ce n'était pas pour s'opposer aux possibilités d'avancées d'un projet populaire qui pourrait de nouveau prendre le pouvoir au Brésil, le pouvoir économique chercherait d'autres alternatives plus acceptables sur le plan démocratique.

Du neuf et de l'ancien ?

Nous avons présenté ce que nous considérons comme l'un des problèmes centraux de la période que nous traversons : l'offensive des droites. Une grande partie de la situation actuelle du monde capitaliste, sa profonde crise économique, politique, culturelle et civilisationnelle, pose à nouveau la question de « l'absence d'alternative ». Face à cette agonie, les niveaux de mécontentement augmentent et les projets populaires et de gauche semblent capables de remporter des victoires partielles, voire de limiter les avancées de l'offensive réactionnaire. Ils éprouvent toutefois de sérieuses difficultés à susciter une nouvelle épopée qui déclencherait une véritable vague de progrès populaires capables de rompre les chaînes qui relient les nouvelles droites aux anciennes.

En Amérique latine, l'adoption des projets néoréactionnaires et des droites alternatives du Nord apparaît comme le fer de lance pour modifier les schémas cognitifs populaires, pour déplacer vers la droite les positions politico-discursives et les agendas publics. Cependant, les principales forces de droite de la région font du neuf avec du vieux ; les grands capitaux n'ont pas d'autres choix que de

miser sur les programmes économiques habituels pour ne pas périr face à l'inexorable avancée de la concentration et de la centralisation mondiales, dirigée par le conglomérat des hautes technologies et de la finance.

L'incertitude profonde, dont nous peuple du Sud souffrons davantage, entraîne une réaction défensive des classes dominantes qui veulent avant tout éviter de nouveaux processus d'avancées populaires. C'est le fil rouge qui unit les anciennes et les nouvelles droites : l'antipopulisme, l'anticommunisme et les autres formes de désignation vis-à-vis de tous les projets qui donnent la priorité à l'égalité, à la solidarité et aux droits des majorités. Ainsi, les défis à relever en ce moment historique sont gigantesques. Mais la lutte des mouvements populaires, l'imagination politique et le désir de vivre sont de notre côté.

1. N. Land, *The dark enlightenment*, 2013. [En ligne].

2. « Bolsonaro llamó «héroe nacional» a un coronel que dirigió un centro de represión », *Telam*, 2019. [En ligne].



Sebastian Franco, Gresea

Continuités, ruptures et hésitations dans les relations Europe- Amérique latine

Le sommet entre l'Union européenne et la CELAC aura été l'occasion d'une prise de température de l'état des relations entre les deux blocs. Ces relations construites à l'époque coloniale, donc fondamentalement inégales, sont aujourd'hui bousculées par l'émergence d'un monde certes multipolaire mais également de plus en plus dangereux et concurrentiel.

Continuités, ruptures et hésitations dans les relations Europe-Amérique latine

Sebastian Franco, Gresea

En reprenant et traduisant des textes d'intellectuels latino-américains, nous avons voulu immerger le lecteur au centre d'un débat qui agite la gauche latino-américaine à l'aune de la prise de pouvoir de plusieurs gouvernements progressistes dans la région : la viabilité des expériences progressistes et leur articulation au niveau régional. De ces lectures nous pouvons tirer plusieurs constats.

En premier lieu, il n'y a pour l'instant pas de projets progressistes latino-américains identifiables au niveau régional. C'est une conséquence de l'hétérogénéité des projets politiques en présence. Bien que les forces progressistes partagent certaines priorités, comme une volonté affichée d'intégration régionale, des divergences demeurent et leurs intérêts nationaux sont parfois contradictoires. Elles agissent qui plus est dans un contexte de crise économique et sociale et face à un renouveau des forces réactionnaires qui affaiblit cette projection continentale.

En second lieu, l'Amérique latine et les Caraïbes disposent d'une infrastructure institutionnelle régionale plurielle qui leur offre des perspectives pour améliorer les coopérations entre états. Mais, cette infrastructure multiple est aussi fragile et parfois redondante, dans certains cas soumise à des intérêts extérieurs. Renforcer l'institutionnalisation, tant nationale que régionale, peut être le gage de la mise en place de politiques économiques articulées et d'une plus grande prise d'initiative dans les sphères géopolitiques. Les efforts entrepris par les gouvernements de la première vague progressiste (ainsi que ceux des mouvements sociaux), qui sont à la base de plusieurs de ces formes institutionnelles, sont donc un point d'appui pour approfondir le processus d'intégration régionale.

En troisième lieu, la droite et l'extrême droite, elles aussi diverses, représentent non seulement une menace pour les droits des populations (nous le savons fort bien en Europe), mais aussi pour le processus intégratif. En défenseuse acharnée des intérêts privés et des classes dominantes locales, la droite mine la possibilité pour les États de mener des politiques économiques favorables aux classes populaires et entraîne la balkanisation du sous-continent. La violence politique de l'extrême droite

– menant à la confrontation (voire la guerre) et à la hiérarchisation sociale – est de facto incompatible avec la coopération et le « développement » dans le sous-continent.

Ces trois éléments nous donnent des indications sur la faible marge politique des gouvernements progressistes latino-américains, en particulier dans le domaine des relations internationales. Le sommet UE-CELAC qui s'est tenu en juillet à Bruxelles, ainsi que la rencontre de mouvements sociaux à sa marge, nous en donnent une image particulière : continuité dans le domaine commercial, (relative) rupture politique et fragilité du mouvement social.

Commerce et investissement : *business as usual*

L'Union européenne continue à imposer sa vision du commerce et du développement économique à ses « partenaires » du Sud. Le manque de perspectives et de propositions alternatives des nations latino-américaines et caribéennes sur ces questions reste palpable. Face à une Union européenne acquise au capitalisme vert et à la privatisation du développement, le bloc latino-américain et caribéen se place en spectateur.

C'est sous la nouvelle dénomination de Global Gateway que les Européens – les institutions UE, les organismes financiers (BEI et BERD) et les états membres, ensemble rebaptisé « Team Europe » – articuleront leurs différentes politiques d'investissements ; 45 milliards d'euros jusqu'en 2027 sont ainsi mis sur la table pour l'Amérique latine et les Caraïbes (300 milliards¹ au niveau mondial). Global Gateway entend rivaliser avec les initiatives chinoises (Belt and Road Initiative) et étatsuniennes (Build Back Better World).

1. Ce montant intègre des investissements privés que l'UE espère mobiliser.

2. F. Sial et X. Sol, « The Emperor's New Clothes : what's new about the EU's Global Gateway », *Counter Balance & EuroDad*, 2022. [En ligne].

Les montants prévus par Global Gateway sont importants. Cependant, ils incluent des investissements privés qui restent à confirmer et pour certains analystes ils ne sont qu'une manière de redéfinir les canaux d'investissement déjà existants². Quelle que soit l'appellation, l'Europe entend rester le premier investisseur étranger en Amérique latine, devant la Chine et les États-Unis.

Plus précisément, l'UE veut redéployer ses investissements (publics et privés) vers les secteurs des énergies « renouvelables », de l'extraction/production de « matériaux critiques » et de la transition digitale. La guerre en Ukraine et les tensions croissantes avec la Chine poussent l'Europe à renforcer ses alternatives énergétiques, à diversifier ses sources d'approvisionnement et à ouvrir des marchés à ses entreprises technologiques.

En marge du sommet, l'UE a ainsi signé deux Memorandum of Understanding avec l'Argentine et l'Uruguay pour le développement de filières d'hydrogène vert à destination du vieux continent, ainsi qu'un accord avec le Chili pour développer les chaînes de production de divers matériaux critiques, en particulier le lithium. En outre, 19 pays de la CELAC (sur 33), dont le Brésil, le Mexique, l'Argentine et la Colombie, ont formellement adhéré à l'initiative européenne pour une alliance numérique.

L'UE comptait également sur ce sommet pour annoncer la mise à jour des accords de libre-échange bilatéraux avec le Chili et le Mexique et la signature de l'accord mastodonte avec le Mercosur. Bien que des difficultés subsistent, en particulier au sujet de l'accord UE-Mercosur, l'Europe obtiendra sans doute satisfaction, moyennant quelques compromis (frein à la libéralisation des marchés publics dans le Mercosur).

Une CELAC plus assertive

Si les accords économiques et commerciaux semblent se situer globalement dans la continuité historique, le Sommet UE-CELAC a constitué un moment intéressant du point de vue politique et a été le témoin d'un changement d'époque. Dans la presse, un diplomate européen affirmait peu avant le sommet : « On dirait qu'ils [les dirigeants latino-américains et caribéens] veulent être perçus comme des partenaires égaux »¹. Il faisait référence au courrier de la CELAC demandant à l'Union des réparations financières pour les dommages créés par l'esclavage, courrier qui faisait suite aux demandes européennes préalables de soutenir son effort de guerre en Ukraine.

Sur la question ukrainienne, les Européens n'ont pas reçu le soutien escompté. Le paragraphe de la déclaration finale sur la guerre en Ukraine est sans doute éloigné des prétentions européennes ; bien qu'elle affirme le rejet d'une guerre contre l'Ukraine (et pas en Ukraine), la déclaration ne cite pas explicitement la Russie et appelle à soutenir les efforts de paix dans le cadre de la Charte des Nations Unies. Il n'y a dès lors pas d'alignement sur les positions européennes, les nations latino-américaines et caribéennes tentant tant bien que mal de défendre un non-alignement géopolitique, prôné dans différents forums régionaux.

Sur d'autres aspects, la déclaration commune², reflète certaines priorités de la CELAC.

La déclaration intègre tout d'abord des références aux conflits régionaux que la CELAC souhaite voir résolus au travers de solutions politiques négociées (et non par la confrontation qui a caractérisé ces dernières années).

Le dialogue entre le gouvernement et l'opposition vénézuélienne en vue de prochaines élections est soutenu. La vice-présidente vénézuélienne Delcy Rodríguez, normalement interdite d'entrée sur sol européen, était bien présente à Bruxelles et a été reçue par Pedro Sánchez, Ursula von der Leyen et Charles Michel. Elle s'est entretenue avec plusieurs chefs d'État dans le cadre du processus de Mexico qui prévoit des garanties pour des élections transparentes l'année prochaine parallèlement à la levée des sanctions économiques contre Caracas.

La déclaration appelle également à la levée du blocus économique contre Cuba et dénonce son inscription sur la liste des pays finançant le terrorisme, décidée par l'administration Trump quelques jours avant la fin de son mandat. La déclaration affirme son opposition aux lois et règlements ayant un effet extraterritorial, référence directe aux pratiques de Washington.

Les processus de paix en Colombie (avec les FARC et l'ELN) font l'objet d'un « soutien sans réserve » et même les revendications argentines sur les îles Malouines sont exprimées dans la déclaration finale (Londres appréciera).

L'appel au changement des règles financières mondiales et la transformation de la dette historique en action climatique, revendications portées par le bloc latino-américain, sont également présents dans la déclaration. L'UE s'engage en outre à renforcer les objectifs de financements pour la transition écologique et à contribuer à l'ouverture des institutions internationales à une plus grande participation des pays de la CELAC.

Toutes ces propositions et engagements, ainsi que les décisions sur les matières économiques et commerciales, seront ultérieurement discutés,

1. A. Brzozowski et A. Pugno, « LEAK: Latin American countries push back on Ukraine, EU agenda ahead of joint summit », *Euractiv*, 6 juillet 2023. [En ligne].

2. « Déclaration du sommet UE-CELAC 2023 », *Commission européenne*, 2023. [En ligne].

négociés et formalisés lors de rencontres ministérielles et institutionnelles comme stipulé dans la feuille de route adoptée en même temps que la déclaration conjointe. Ainsi les relations diplomatiques entre l'UE et la CELAC sont relevées à un niveau supérieur.

Le sommet a enfin été l'occasion pour la CELAC d'annoncer les prochaines présidences temporaires du groupe : le Honduras en 2024 et la Colombie en 2025. Avec Saint-Vincent-et-les-Grenadines, présidente en 2023, les trois pays ont adopté une stratégie commune pour travailler sur une alternative à la guerre contre les drogues promue par Washington, sur une politique migratoire et de sécurité qui prend en compte les besoins de la région ainsi que sur le développement de l'interconnexion électrique. On pourra se faire une première idée des progrès obtenus en la matière lors du prochain sommet entre la CELAC et l'UE prévu en 2025 à Bogota.

Des mouvements à la croisée de chemins

En parallèle du sommet officiel, plusieurs activités ont été organisées par des mouvements sociaux.

Les organisations actives dans le commerce, principalement européennes, se sont réunies au Parlement européen pour parler de l'accord UE-Mercosur qu'elles combattent. À l'Université Libre de Bruxelles, c'est la Cumbre de los Pueblos (Sommet des Peuples)¹ qui a élu domicile pour deux jours d'ateliers et de plénières, avec la participation des présidents bolivien, colombien et cubain et de la vice-présidente vénézuélienne. Près de 800 personnes étaient réunies le lundi soir pour les écouter. Progressive International (une initiative

lancée notamment par Yanis Varoufakis) a voulu se distancier de la Cumbre de los Pueblos en organisant un « dialogue Nord-Sud » dans un salon feutré de la capitale.

Bien que ces activités aient été organisées en dernière minute et au début des vacances estivales, ce qui a sans doute influé sur la mobilisation et la possibilité de construire un dialogue préalable, la fragmentation des activités a affaibli la portée du discours alternatif. C'est un premier constat.

Deuxième constat : la faiblesse de la participation du mouvement social européen. Bien que le sommet ait suscité l'intérêt de certaines ONGs, mouvements sociaux et groupes environnementaux européens, leur présence a été pour le moins modeste. À part les réseaux actifs autour des traités de libre-échange, relativement bien organisés au niveau européen et transatlantique, le reste du mouvement social, le syndicalisme, l'écologisme, la gauche politique étaient largement absents. Cela contrastait avec la bonne mobilisation des mouvements latino-américains qui n'ont pas hésité à faire le déplacement à Bruxelles. Cette absence des organisations européennes est le symptôme du manque d'articulation continentale des différents réseaux et mouvements, comme pouvait l'être à l'époque le Forum Social Européen. Depuis le début du siècle, ces espaces « généraux » ont petit à petit disparu, en particulier ceux qui abordaient les questions internationales.

Troisième constat, les mouvements ont des difficultés à adapter leur discours au contexte du moment. La Cumbre de los Pueblos, l'initiative la plus représentative (notamment grâce au protagonisme d'ALBA Movimientos, une alliance de plus de

1. La Cumbre de los Pueblos est un espace de rencontre et de discussion entre les organisations de gauche et les mouvements sociaux d'Amérique latine et des Caraïbes. Elle est généralement organisée en marge des sommets politiques officiels. La Cumbre vise à une intégration du sous-continent à travers ses organisations populaires. La Cumbre se réunit depuis 2005, date de sa première édition à Mar del Plata en Argentine. En 2015, la Cumbre de los Pueblos s'était déjà réunie à Bruxelles en marge du premier sommet UE-CELAC.

400 organisations latino-américaines, et au travail d'organisation du Parti du Travail de Belgique) est restée dans un cadre assez traditionnel (dénonciation de l'impérialisme) alors qu'un programme, par exemple, centré sur les questions écologiques aurait pu mobiliser davantage les mouvements européens.

En résumé, la rencontre entre forces sociales et politiques des deux continents, vitale à l'heure de combattre les effets de la crise climatique et la montée des extrêmes droites, n'a pas vraiment eu lieu.

Mais si l'on peut voir le verre à moitié vide, on peut également le voir à moitié plein. Après plusieurs années d'éloignement réciproque, les mouvements sociaux des deux continents ont œuvré ensemble pour porter une voix populaire à Bruxelles. C'est un premier pas qui en appelle d'autres. La prochaine rencontre entre l'UE et la CELAC prévue en 2025 en Colombie, mais surtout la COP30 prévue la même année à Belém, au cœur de l'Amazonie brésilienne, pourraient s'imposer comme des moments forts d'un renouveau des liens organiques entre organisations sociales et populaires de deux continents partageant une destinée commune.



Photo : Sebastian Franco, Cumbre de los Pueblos, plénière principale, Université Libre de Bruxelles, 17 juillet 2023.